



# Relations

*Pour qui veut une société juste*

NUMÉRO 767

septembre 2013

## Lire entre les lignes de l'analphabétisme

Alphabétisation populaire:  
regard Nord-Sud

Un apprentissage mutuel

Lire et écrire à l'ère  
du numérique

La pauvreté, berceau  
de l'analphabétisme

Le droit d'apprendre

Vivre analphabète



### Nouveautés

Carnet de Naïm Kattan

Chronique littéraire de Marie-Célie Agnant

6,00 \$



ARTISTE INVITÉE:  
MURIEL FAILLE

<b>ACTUALITÉS</b>	4
<b>EN BREF</b>	8
<b>HORIZONS</b>	
<b>Pour une justice transitionnelle</b>	9
Elias Omondi Opongo, s.j.	
<b>LE CARNET</b>	
<b>DE NAÏM KATTAN</b>	
<b>À quoi sert la littérature?</b>	10
<b>AILLEURS</b>	
<b>Tchéchénie: un conflit en mutation</b>	28
Pierre Jolicœur	
<b>SOIFS</b>	
<b>CHRONIQUE LITTÉRAIRE</b>	
<b>Sofialorène, si loin de la délivrance</b>	30
Marie-Célie Agnant	
<b>REGARD</b>	
<b>Vieillir dans la rue</b>	33
Jean Gagné et Mario Poirier	
<b>DÉBAT</b>	
<b>Le travail est-il un droit?</b>	36
Lucie Lamarche	
Rolande Pinard	
<b>MULTIMÉDIAS</b>	39
<b>LIVRES</b>	40

**Couverture:** Muriel Faille, *Les mots volent, s'envolent*, 2010, plieuses de textes imprimés, bois et plumes.  
*Dans la portée d'un monde II* (détail), 2012, huile sur toile. Photo: Daniel Roussel

## DOSSIER

### LIRE ENTRE LES LIGNES DE L'ANALPHABÉTISME

Au-delà des statistiques alarmantes auxquelles on réduit souvent les personnes analphabètes au Québec, quelle réalité vivent-elles et quels enjeux cache leur situation? Que nous dit l'analphabétisme sur notre réseau d'enseignement et de formation, et sur le droit à l'éducation? N'indique-t-il pas une véritable ligne de fracture dans notre « société du savoir », de l'information et du numérique? Comment lutter contre l'analphabétisme et quel rôle peuvent jouer les groupes d'éducation populaire, notamment auprès des nouveaux arrivants confrontés simultanément au défi de la francisation et de l'alphabetisation? Ce dossier se penchera également sur des expériences menées en Afrique, qui inspirent des formateurs ici, au Québec.

<b>Lire entre les lignes de l'analphabétisme</b>	11
Emiliano Arpin-Simonetti	
<b>La pauvreté, berceau de l'analphabétisme</b>	13
Nicole Jetté	
<b>Contre une perspective utilitaire</b>	14
Christiane Tremblay	
<b>Le droit d'apprendre</b>	16
Daniel Baril et Ronald Cameron	
<b>Vivre analphabète</b>	18
Joane Bergeron	
<b>Un apprentissage mutuel</b>	20
Richard Latendresse	
<b>Conjuguer alphabétisation et francisation</b>	21
Joseph Sauveur	
<b>Alphabetisation populaire: regard Nord-Sud</b>	23
Martine Fillion	
<b>Lire et écrire à l'ère du numérique</b>	25
Hervé Fischer	

### ARTISTE INVITÉE

**Muriel Faille** est titulaire d'un baccalauréat en arts plastiques et d'un certificat spécialisé en arts d'impression de l'UQAM. Elle a publié huit livres d'artistes dans sa maison d'édition, Kimanie. Elle a initié « Champ de Mauve » en 2003, un happening artistique qui se tient chaque année en Estrie au mois d'août et où artistes, historiens et critiques d'art partagent leurs expériences et leur savoir-faire dans le domaine des arts visuels. Les matériaux qu'elle privilégie dans ses créations sont la peinture à l'huile, l'encre, le fusain et les crayons de bois. Consciente de faire partie du monde, d'être en mouvement, elle tente de dire et de traduire une manière d'habiter notre temps. En 2011, elle a reçu le prix international Saint-Denys Garneau soulignant ses 28 ans de production et de diffusion du livre d'artiste.  
 <murielfaille.com>

## FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis plus de 70 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

**DIRECTRICE**  
Élisabeth Garant

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Jean-Claude Ravet

**RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE**  
Catherine Caron

**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**  
Emiliano Arpin-Simonetti

**TRADUCTION**  
Jean-Claude Ravet

**DIRECTION ARTISTIQUE**  
Mathilde Hébert

**ILLUSTRATIONS**  
Jacques Goldstyn, Lino

**RÉVISION/CORRECTION**  
Éric Massé

**COMITÉ DE RÉDACTION**  
Gilles Bibeau, Eve-Lyne Couturier, Céline Dubé, Guy Dufresne, Mouloud Idir, Nicolas Milot, Agustí Nicolau, Guy Paiement, Rolande Pinard, Jacques Racine, Louis Rousseau

**COLLABORATEURS**  
Marie-Célie Agnant, Gregory Baum, André Beauchamp, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Marc Chabot, Naïm Kattan, Vivian Labrie, Carolyn Sharp, Marco Veilleux

**IMPRESSION HLN**  
sur du papier recyclé contenant 100 % de fibres post-consommation.

**DISTRIBUTION** LMPI / HDS Canada

*Relations* est membre de la SODEP <www.sodep.qc.ca>

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Érudit*, *Repère*, *EBSCO* et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.

**ABONNEMENTS** Ginette Thibault  
8 numéros (un an): 40 \$ (taxes incluses)  
Deux ans: 70 \$ (t. i.)  
À l'étranger: 55 \$ Étudiant: 25 \$  
Abonnement de soutien: 100 \$ (un an)  
TPS: R119003952 TVQ: 1006003784

Dépôt légal  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec: ISSN 0034-3781  
Version numérique: ISSN 1929-3097

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques (FCP) qui relève de Patrimoine canadien.

### Canada

**BUREAUX**  
25, rue Jarry Ouest  
Montréal (Québec) H2P 1S6  
tél.: 514-387-2541  
télé.: 514-387-0206  
relations@cjf.qc.ca  
www.revuerelations.qc.ca

## L'autre 11 septembre

O nze septembre 1973. Les forces armées chiliennes dirigées par Augusto Pinochet renversent le premier gouvernement socialiste élu au suffrage universel d'Amérique latine. La Moneda, le palais présidentiel, est prise d'assaut. Le président Salvador Allende réussit à adresser un dernier discours à la nation, diffusé sur la seule station dont les ondes n'ont pas encore été brouillées. Un appel à l'espérance, à la résistance et au courage. Après avoir invité ses partisans encore à ses côtés à se rendre pour éviter une mort certaine, il préférera le suicide. La dictature commence alors son œuvre de terreur : enlèvements, tortures, exécutions, disparitions, carnages caractériseront les premiers temps du régime.

Cette date du 11 septembre a marqué une époque – particulièrement au Québec, où des milliers d'exilés chiliens ont contribué à l'inscrire dans notre mémoire collective. Ce fut un

pour les élites possédantes et financières.

Allende ne se trompait pas, qui, dans son dernier discours, accusait « le capital étranger, l'impérialisme, unis à la réaction », avec l'armée, d'être à l'origine du coup d'État, afin de protéger les privilèges de quelques-uns. Il fallait en effet remettre à sa place ce peuple impertinent qui osait changer les règles du jeu ; il fallait écraser avec lui les idéaux démocratiques de justice, de solidarité, d'égalité et de partage portés par de vastes mouvements sociaux et populaires. La grande tâche des militaires était d'expurger la démocratie de son âme, n'en conservant qu'une coquille vide facilement manipulable. C'était compter sans le courage et les convictions de ceux et celles – ouvriers, paysans, *pobladores* (habitants des bidonvilles), hommes et femmes (et elles furent nombreuses) – qui avaient goûté la liberté et n'étaient plus prêts à plier l'échine.

Il faut aussi souligner le rôle de l'Église chilienne, composée de nombreux évêques et prêtres sensibles au cri et au rêve des humiliés. L'horreur aurait pu être pire, comme sous la dictature argentine quelques années plus tard (plus de 30 000 disparus entre 1976 et 1983), n'eût été de la décision de cette institution, jouissant d'un statut social privilégié, d'offrir protection aux persécutés, au nom de l'Évangile, faisant fi du diktat des militaires : « Mêlez-vous de vos affaires, et il ne vous arrivera rien ». À travers, entre autres, la Vicaría de la solidaridad (le service juridique de l'archevêché de Santiago) et les multiples communautés ecclésiales de base, au sein des paroisses, où les chrétiens célébraient leur espérance et organisaient la résistance, l'Église a prêté sa voix à ceux qui étaient bâillonnés et offert un espace vital de liberté au cœur de l'oppression.

Ainsi, le 11 septembre est aussi l'amorce d'une résistance créative –

jusqu'à la victoire éclatante du *No* au référendum de 1989 qui mit fin au règne de Pinochet – et d'une immense chaîne internationale de solidarité qui en a répercuté l'écho dès les premiers instants.

Quarante ans plus tard, elle résonne encore comme un profond appel à la vigilance et au courage politique. Le rêve écrasé d'une société fondée sur la solidarité plutôt que sur les privilèges, sur le partage plus que sur l'accaparement de la richesse par quelques-uns, ne peut être enterré. Il survit toujours dans le cœur et le combat des hommes et des femmes qui se refusent à cautionner l'injustice. La révolution socialiste et démocratique est plus que jamais à l'ordre du jour. Comment ne le serait-elle pas quand on pense aux transformations radicales qu'exigent non seulement le cri des peuples et des pauvres, mais la Terre elle-même, saccagée par des rapaces insatiables, pendant que les pouvoirs politiques se comportent comme des laquais des élites financières et possédantes ? La dictature a certes mauvaise presse de nos jours, mais ne nous illusionnons pas trop sur notre liberté – l'affaire Snowden dissipe toute naïveté. Ni sur la paix, qui pourrait être un autre nom pour la guerre<sup>1</sup>...

\*\*\*

Cet automne, nous sommes heureux d'accueillir dans nos pages un ami de longue date de *Relations*, le grand écrivain québécois d'origine irakienne Naïm Kattan. Il rédigera les Carnets jusqu'en août 2014. Quant à la chronique littéraire, c'est à une collaboratrice plus récente de la revue qu'elle échoit, l'écrivaine d'origine haïtienne Marie-Célie Agnant ; son ami, le peintre haïtien Ronald Mevs, l'accompagnera de ses œuvres.

Amies lectrices, amis lecteurs, bonne rentrée!

**JEAN-CLAUDE RAVET**



Muriel Faille,  
Dans la portée  
d'un monde II,  
2012, huile sur  
toile. Photo :  
Daniel Roussel

jour sombre pour la démocratie et l'humanisme. Il dévoilait crûment que lorsque le peuple – et non simplement un groupe révolutionnaire – s'écarte de la soumission aux dogmes capitalistes et exprime démocratiquement sa volonté de transformer radicalement les bases de la société, la dictature devient préférable à la démocratie

1. Voir « Guerre à la guerre », *Relations*, n° 738, février 2010.



# Converger vers la souveraineté populaire?

Plus que l'unité des partis indépendantistes, c'est la confluence des militants et des groupes de la société civile qui a marqué le premier congrès de la Convergence nationale.



**EMILIANO ARPIN-SIMONETTI**

L'auteur est secrétaire de rédaction à *Relations*

Indispensable à la réalisation du projet d'indépendance du Québec, la convergence de toutes les forces souverainistes, en particulier les partis, ne sera pas facile à réaliser. Les participants du premier congrès de la Convergence nationale, organisé par le Nouveau mouvement pour le Québec, du 24 au 26 mai dernier, ont pu le constater.

Les lignes de fracture qui ont conduit, au cours des dernières années, à l'éclatement de la coalition que constituait le Parti québécois (PQ) depuis sa création sont en effet toujours présentes et se sont même creusées. D'une part, la gauche indépendantiste incarnée par Québec solidaire (QS) reproche entre autres au PQ de Pauline Marois de ne pas avoir su s'écarter de la voie

néolibérale empruntée sous Lucien Bouchard et d'avoir délaissé pour de bon son option sociale-démocrate au profit du dogme du déficit zéro. D'autre part, certains indépendantistes plus « pressés », notamment à Option nationale (ON), rejettent la stratégie péquiste de la « gouvernance souverainiste » qui, dans les faits, tient plus du fédéralisme asymétrique que de l'indépendantisme.

Dans ce contexte, les rapprochements entre le Parti québécois, Québec solidaire et Option nationale s'annonçaient difficiles, d'autant que Pauline Marois a appelé, peu avant la tenue du congrès de la Convergence nationale, au sabotage des autres partis indépendantistes au nom de « la cause ». Québec solidaire était par ailleurs le seul parti à y avoir une délégation officielle – bien qu'il ait formellement exclu toute entente électorale avec le PQ.

Malgré tout, les organisateurs du congrès ont réussi à réunir, in extremis, des représentants des trois partis sur scène, pour le discours final. Il demeure néanmoins évident qu'on est loin d'un pacte électoral, tel que souhaité par les congressistes, qui ont d'ailleurs adopté une série de propositions allant en ce sens lors de l'assemblée plénière qui clôturait le rassemblement.

Nonobstant le peu d'enthousiasme affiché par l'exécutif des partis, les militants de la base étaient présents en grand nombre au congrès. Et, malgré des débats parfois difficiles lors des différents ateliers – notamment celui portant sur la possibilité d'adopter une stratégie d'accession à l'indépendance commune aux trois partis –, l'ambiance était à... la convergence.

S'il est une avancée promise à ce congrès, c'est d'ailleurs de ce côté qu'elle est à chercher. Il a en effet permis de constater qu'en dehors de la joute partisane, tant les militants des

Jacques Goldstyn





différents partis que les membres de divers groupes de la société civile ont un profond désir de mettre ensemble leurs énergies et de redonner à l'action politique son sens plein, soit celui d'une prise en charge collective du devenir commun.

À cet égard, les résolutions adoptées par les congressistes sont de nature à donner des outils à une telle réappropriation citoyenne du projet indépendantiste. Deux propositions, fondées sur le principe de la souveraineté populaire, vont directement en ce sens. Elles sont d'ailleurs en partie issues des discussions qui ont lancé la deuxième phase des États généraux sur la souveraineté du Québec, entamée en avril dernier, signe d'une certaine vitalité de l'engagement citoyen pour l'indépendance en dehors des partis politiques.

La première proposition consistait à réformer le Conseil de la souveraineté du Québec (CSQ) pour en faire un véritable organisme «parapluie» capable de rassembler tous les groupes et individus militant pour l'indépendance, afin de leur redonner l'initiative de la mobilisation et de faire la promotion du projet. Cette proposition s'est entre autres traduite par des changements apportés, peu après le congrès, à la structure décisionnelle du CSQ, dont les partis ont été exclus pour en garantir le statut non partisan et le caractère fédérateur.

La deuxième proposition s'appuie elle aussi sur le principe de la souveraineté populaire, bien que dans une expression moins directe. Les congressistes ont en effet débattu d'une stratégie commune d'accession à l'in-

dépendance qui prendrait acte des échecs passés et, surtout, qui tiendrait compte du pouvoir constituant du peuple québécois. Il s'agirait de faire élire une assemblée constituante, distincte de l'Assemblée nationale, qui serait chargée d'écrire une constitution républicaine pour le Québec. Entérinée par un référendum, cette constitution redonnerait l'initiative au Québec en matière de négociations constitutionnelles avec Ottawa, qui serait alors forcé de négocier de bonne foi, sans quoi le Québec aurait la légitimité de proclamer son indépendance.

Cette démarche ne fait pas l'unanimité, particulièrement au sein des rangs péquistes où plusieurs y voient une source de division. Parce qu'elle s'appuie sur un principe qui dépasse et qui fonde les partis politiques – la souveraineté populaire –, elle constitue néanmoins un terrain d'entente potentiellement intéressant entre le PQ, QS et ON. Un deuxième congrès de la Convergence nationale, qui doit se tenir en 2014, sera d'ailleurs consacré à l'approfondissement de la question des ententes électorales entre les trois partis. Ce sera alors l'occasion de voir s'il est vraiment possible de «faire passer le pays avant les partis», pour reprendre l'un des slogans de la Convergence. ●

De gauche à droite : Jacques Létourneau (CSN), Gilles Grondin (MNQ), Daniel Boyer (FTQ), François Saillant (FRAPRU) et Pierre Guillot-Hurtubise, anciens Partenaires pour la souveraineté. Photo : Emiliano Arpin-Simonetti

## Journées sociales du Québec

La 11<sup>e</sup> édition du rassemblement bisannuel portait sur le sens à donner aux mobilisations populaires qui secouent le globe depuis la crise de 2008.



### NORMAND BREault

«C'est dans ce que les ré-veils populaires *annoncent* que nous saisissons la portée de leur refus, l'ampleur de la transformation à opérer et l'appel à la mobilisation citoyenne qu'ils nous lancent.» C'est en ces mots que la théologienne Yvonne Bergeron a ouvert les 11<sup>e</sup> Journées sociales du Québec, qui se tenaient à Rimouski du 24 au 26 mai dernier. En tout, quelque 230 personnes en provenance de 25 diocèses ont pris

part aux discussions sur le thème «Réveils populaires: signe des temps».

Tout au long de la fin de semaine, les nombreuses révoltes populaires qui ont écloso au cours des dernières années ont guidé les réflexions. D'abord, le théologien Guy Côté a présenté une analyse éclairante du printemps érable, qu'il situe dans le contexte mondial des nombreux autres soulèvements: le printemps arabe, les mouvements *Occupy*, les manifestations des Indignés dans les pays européens, le mouvement autochtone *Idle no more...* Autant

L'auteur est collaborateur à Relations



de mouvements de protestation initiés et animés par des jeunes, premières victimes des dérives du système, de la crise financière de 2008 et des scandaleux plans de sauvetage financiers de gouvernements plus soucieux d'éviter la faillite des banques que de venir en aide à celles et ceux qui subissaient déjà les conséquences de la crise.

La bibliste Odette Mainville a ensuite plongé dans les messages des prophètes, de Jésus de Nazareth et de saint Paul, pour mieux faire comprendre que c'est notre regard de foi qui nous permet de déceler les signes des temps dans ces événements du monde. La prédication de Jésus, authentifiée par et dans sa résurrection, se résume dans son engagement concret et « militant » en faveur d'une société juste, égalitaire, respectueuse des femmes et des hommes. La présente crise exige que, comme Jésus en son temps, nous disions non à l'injustice constitutive de nos sociétés dominées par un capitalisme sauvage contraire au bien-être de la majorité; que nous disions non, aussi, à l'inégalité entre les femmes et les hommes, notamment au sein de nos propres rangs ecclésiaux, où l'égalité vécue et promue par Jésus il y a 2000 ans est loin d'être un fait accompli.

Se faisant l'écho des mouvements mondiaux de protestation, les jeunes participant à ces Journées sociales ont contribué grandement à la réflexion commune, malgré un public constitué en majorité de têtes blanches. Ariane Collin, de la pastorale sociale de Montréal, a parlé de justice écologique et rappelé le Sommet des peuples de Rio+20; Alfonso Ibarra, engagé dans l'alphabétisation en Outaouais, a lié grèves étudiantes et luttes populaires par leur slogan commun: « On avance, on avance, on ne recule pas. »

Anne Archambault, chef des Malécites de Viger (Cacouna), a par ailleurs rappelé que les membres de son peuple sont réveillés. Avec les autres peuples autochtones, ils luttent toujours pour reprendre la maîtrise de leur

destin tout en exigeant réparation pour les torts subis dans le cadre de la *Loi sur les Indiens* et de la terrible aventure des pensionnats autochtones.

On ne pouvait tenir les Journées sociales dans le Bas-Saint-Laurent sans évoquer les célèbres opérations Dignité des années 1970, réveils populaires unissant « curés et fidèles » dans une opposition têtue au Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec. Le plan technocratique proposé par cet organisme gouvernemental voulait « rationaliser » le territoire en fermant des villages, poussant ainsi à l'exil de nombreuses familles. Avec un enthousiasme communicatif, Marie-Christine Fillion-Parent a fait revivre les péripéties de ces luttes. Sœur Marguerite Bélanger, qui y avait pris part, toujours engagée en faveur des laissés-pour-compte de sa région, s'est par ailleurs vu décerner le prix Guy-Paiement remis à chaque édition des Journées sociales pour souligner l'engagement social d'une personnalité.

Les participants ont quitté Rimouski décidés à poursuivre la lutte pour un autre monde possible, convaincus que « le succès ou la portée des récents réveils populaires se trouve d'abord dans la mobilisation elle-même et dans ce qu'elle a fait germer comme imaginaire collectif, comme aspiration à un autrement du monde, de l'agir politique et du vivre-ensemble », comme en témoigne la déclaration finale adoptée par l'assemblée.

Tout au long de la fin de semaine, la présence, parmi les baptisés, des deux évêques de la région de l'Est-du-Québec, a aussi fait espérer à plusieurs d'entre eux que, suivant la mouvance incarnée par le pape François, fortement engagé avec et pour les pauvres, tous les pasteurs du Québec donnent à leur tour priorité à des engagements directement inspirés par les textes d'Isaïe, 58, 6 («...défaire les chaînes injustes») et de Mathieu 25 («J'ai eu faim...»). ●

## Vers une Politique nationale en itinérance

Alors que le gouvernement du Québec va de l'avant avec une politique sur l'itinérance, le fédéral fait marche arrière.

**PIERRE GAUDREAU**

Encore une fois en 2013, l'itinérance est en croissance au Québec. Hommes et femmes d'origines de plus en plus variées, dans un nombre croissant de villes et de régions du Québec, se retrouvent sans toit. L'hiver dernier, les refuges pour hommes ont accueilli, pour une sixième année consécutive, un nombre grandissant de personnes en situa-

tion d'itinérance, offrant plus de 66 000 nuitées pour cette seule saison – une triste augmentation de plus de 4% par rapport à l'année précédente. Les ressources montréalaises d'hébergement pour femmes, quant à elles, sont à pleine capacité durant toute l'année et refusent toujours plus de personnes faute de place.

Toutefois, la réponse gouvernementale à cette situation a changé. Le 31 octobre 2012, dans son discours

L'auteur est coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)



inaugural, la première ministre Pauline Marois annonçait l'adoption d'une *Politique nationale en itinérance* pour agir en amont et en aval de ce phénomène dont elle reconnaissait qu'il est en croissance. Depuis cette date, pilotés par la ministre déléguée aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse, Véronique Hivon, les travaux menant à l'adoption de cette politique, prévue pour la fin de l'année, vont bon train. Un forum de consultation, tenu les 17 et 18 juin derniers, a permis de valider le canevas de cette politique qui a été élaborée en lien avec le milieu concerné. La nécessité de bien cibler la population visée y a été rappelée et le fait que l'itinérance est un déni de droits qui doit cesser a été souligné. On a aussi insisté sur le renforcement indispensable de la responsabilité et de l'imputabilité du gouvernement du Québec, de même que sur la nécessité d'appliquer une analyse différenciée selon les sexes, tant dans les orientations que dans les actions qui découleront de la Politique.

Après sept ans de lutte en faveur de l'adoption d'une politique sur l'itinérance, les membres du Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec (RSIQ), provenant d'une douzaine de régions, sont sortis de cette consultation satisfaits du travail accompli et du chemin

duement parcouru. Le projet de politique reprend dans ses principes directeurs plusieurs éléments de la plate-forme que promeut le RSIQ depuis 2006, notamment sur le plan de la responsabilité collective et de la capacité d'agir des personnes. Les axes d'intervention reprennent ceux identifiés par le RSIQ: le logement, le revenu, les services de santé et la judiciarisation.

La volonté de la ministre Hivon est toujours «de faire vite et bien pour mener à l'adoption de la *Politique nationale en itinérance* pour la fin 2013», comme elle l'a dit dans son intervention au ralliement du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), le 10 janvier 2013. Le gouvernement a annoncé l'adoption d'un plan d'action pour le printemps 2014. Celui-ci devra être accompagné de mesures et d'investissements conséquents. Le résultat final reste à voir, mais l'exercice est bien entamé. La vigilance et la mobilisation demeurent de mise cependant, d'autant plus que celles-ci ont montré leurs fruits.

Pendant ce temps, le gouvernement fédéral a annoncé la reconduction de la Stratégie de partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) de 2014 à 2019, mais avec un budget réduit de 12% et une orientation cal-

quée sur le *Housing First* du Projet chez soi.

Cette annonce, faite au printemps dernier, a semé la consternation dans le milieu de la défense des droits des personnes itinérantes. La SPLI existe depuis 2001. Elle a permis d'apporter des réponses variées pour contrer et réduire l'itinérance. Elle a contribué à la réalisation de plus de 900 logements sociaux, à la sauvegarde de maisons de chambres, à l'accroissement de la capacité d'accueil des refuges et des lieux d'hébergement, au soutien à l'intervention (suivi, accueil, accompagnement, défense des droits, entre autres choses). Certes, le Projet chez soi a fourni un logement privé et un suivi à des personnes en situation d'itinérance chronique et ayant des problèmes de santé mentale. Cela représente une partie de la population itinérante. Mais ce n'est qu'une réponse parmi beaucoup d'autres pour réduire et prévenir le phénomène.

Tant l'Assemblée nationale du Québec que le conseil municipal de Montréal ont adopté des résolutions unanimes dénonçant cette manière de faire du fédéral. Car plus de 50 000 personnes en situation ou à risque d'itinérance dans 12 régions du Québec bénéficient de l'intervention soutenue par la SPLI. ●

Photo: iStockphoto/  
© barr557

## POLITIQUE AGRICOLE

La politique dite de souveraineté alimentaire du Parti québécois, déposée le 16 mai dernier, ne passe pas du tout la rampe, selon l'Union paysanne. L'organisme demande au gouvernement de refaire ses devoirs et exige une politique agricole digne de ce nom, qui tienne compte des recommandations des rapports Pronovost, St-Pierre et Ouimet. Ses principales demandes concernent le soutien à la vente de produits à la ferme et en circuits courts, l'accès à la terre pour les jeunes ruraux, le retrait du régime d'Assurance stabilisation des revenus agricoles, jugé inéquitable et improductif, ainsi que la fin du monopole syndical de l'UPA. Renseignements et pétition : <unionpaysanne.com/petition>.

## AFRICOM DEHORS!

À l'occasion du cinquantenaire de l'Unité africaine, en mai dernier, le Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (Grila) a émis une déclaration intitulée «Afri-

com hors de l'Afrique» dénonçant l'Africom, le Commandement des États-Unis pour l'Afrique, symbole d'une nouvelle forme de colonisation qui «veut l'Afrique sans les Africains». Lue par Aziz Fall, fondateur du Grila, au terme du colloque international «L'Afrique aujourd'hui et Fanon», qui s'est tenu à Alger du 1<sup>er</sup> au 3 juin et qui portait sur les enjeux politiques, économiques et géostratégiques auxquels le continent africain fait face actuellement, la déclaration a été appuyée par une quarantaine d'organismes et d'intellectuels africains. Consulter : <grila.org>.

## ALTERNATIVES FISCALES

Une nouvelle publication de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics propose 19 solutions fiscales au lieu de l'austérité budgétaire préconisée au Québec actuellement. Alors que même les grandes institutions internationales comme le FMI et l'OCDE commencent à s'inquiéter des conséquences néfastes des mesures d'austérité, la Coalition exhorte le gouvernement Marois à changer de

cap. Intitulé «Finances publiques: d'autres choix sont possibles. Mettons la richesse à nos services», le document propose entre autres mesures le contrôle du coût des médicaments, l'ajout de paliers d'imposition, l'abolition de certains crédits d'impôt et l'augmentation du taux d'imposition des grandes entreprises. Consulter : <nonauxhausses.org>.

## VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION

Le jésuite Winston Rye a lu, au nom des jésuites du Canada anglais, une demande de pardon aux peuples autochtones durant la Commission de vérité et réconciliation, qui tenait des audiences à Montréal du 24 au 27 avril dernier. «Lorsque les jésuites ont rencontré pour la première fois les Premières Nations, il y a 400 ans, nous avons reconnu la grandeur de vos croyances spirituelles.» On peut y lire : «Cette ouverture a été perdue au XX<sup>e</sup> siècle. [...] Vous vous êtes tournés vers les tribunaux parce que les jésuites se sont détournés de vous. [...] Nous nous engageons à ce que jamais plus cela ne se reproduise.» Cette déclaration se trouve sur le site <jesuites.org>.

**POUR**

*un Québec apprenant*

**ICÉA**

Institut de coopération pour l'éducation des adultes

FAIRE DE  
L'ALPHABÉTISATION  
UN COMBAT SOCIAL  
POUR LE DROIT  
D'APPRENDRE

**WWW.ICEA.QC.CA**



# Pour une justice transitionnelle

**ELIAS OMONDI OPONGO, S.J.**

Je m'efforce depuis quelques années de réfléchir à la façon dont un certain nombre de pays africains pourraient réparer des injustices passées qui continuent de miner la vie sociale et politique. La justice transitionnelle me semble la voie à suivre pour les pays qui sortent de conflits internes où des crimes de guerre – voire des crimes contre l'humanité – ont été commis. La justice transitionnelle désigne l'ensemble des mesures qui visent à la fois à juger des crimes passés et à reconstruire le tissu social, en mettant l'accent sur la responsabilité sociale et politique. Elle est fondée sur quatre piliers: la vérité sur les crimes, les poursuites judiciaires, la réconciliation des collectivités touchées et l'indemnisation des victimes et de leurs proches.

La recherche de la vérité sur les crimes passés, au moyen d'une commission de vérité et de réconciliation, est l'étape essentielle. Mais elle soulève de grands défis. Souvent, les personnes responsables de ces crimes peuvent avoir été de hauts gradés dans l'armée ou des membres de gouvernements précédents ou encore au pouvoir. Elles ont donc un pouvoir politique énorme. Elles peuvent faire dérailler les enquêtes ou intimider les témoins. Par ailleurs, bien souvent, les victimes de ces crimes, encore traumatisées, ne sont pas prêtes à les dénoncer. Cela signifie que le processus de vérité, de justice et de réconciliation se doit de concevoir des moyens qui facilitent le témoignage des victimes. C'est un processus délicat qui doit être réalisé avec précaution.

L'accusation des coupables est un autre élément important dans la justice transitionnelle. Son objectif principal est de mettre fin à l'impunité en développant une culture de la responsabilité à l'égard de la société. Les

crimes passés doivent être punis. À cette fin, les gouvernements peuvent recourir soit à un tribunal local, soit à un tribunal ad hoc où siègent des juges nationaux et internationaux, soit à un tribunal spécial mis en place par la Cour de justice internationale (CJI) ou la Cour pénale internationale (CPI). Ces dernières années, la CPI a traité plusieurs cas africains, s'attirant les protestations de l'Union africaine qui s'est plainte que le continent était injustement ciblé.

L'une des principales limites de la CPI est qu'elle s'appuie fortement sur les gouvernements des pays où ont été

Le processus de réconciliation a pour visée une justice *réparatrice* qui reconstruit des relations brisées et réunit les familles qui ont été divisées par la guerre et les conflits. Il ne doit pas seulement chercher à régler des différends, mais aussi à rétablir les liens communs.

commis les crimes. Ce sont eux qui doivent mener les enquêtes afin de produire les éléments de preuve nécessaires à un procès. Ainsi, si les individus recherchés sont étroitement liés au gouvernement en place, il est très difficile de produire une preuve crédible. C'est le cas au Kenya, où ce sont à la fois le président et le vice-président qui doivent répondre d'accusations de crimes contre l'humanité, liés à la violence qui a éclaté après les résultats contestés des élections générales de 2007. C'est aussi le cas en Côte d'Ivoire, où l'ancien président Laurent Gbagbo et son épouse Simone Elivet ont été inculpés par la CPI pour des crimes contre l'humanité qui auraient été perpétrés au cours des violences post-électorales de 2010. Certes, le gouvernement actuel d'Alassane Ouattara est en mesure de recueillir toutes

les preuves qu'il faut pour un procès, étant donné que ses membres étaient les adversaires politiques de Gbagbo. Par contre, il en va autrement des crimes qu'eux-mêmes auraient pu commettre durant le conflit.

L'Église a un rôle crucial à jouer dans un processus de justice transitionnelle, celui de soutenir les mesures de réconciliation sans lesquelles une paix durable est impensable. Le deuxième Synode africain a mis l'accent sur le dialogue entre les rituels traditionnels africains et les rituels chrétiens de réconciliation. Bien qu'il existe divers mécanismes de réconciliation dans de nombreuses sociétés africaines, on peut y retrouver des caractéristiques communes. D'abord, la réconciliation est un processus *collectif*: un crime commis par un individu concerne l'ensemble de la collectivité et, par conséquent, le conflit qu'il a pu générer doit être résolu collectivement. Cela implique également que l'indemnisation doit également être négociée collectivement. Il est évident qu'une réconciliation mutuelle peut suffire dans certains cas, mais l'approche collective se veut beaucoup plus profonde. Dans bien des sociétés africaines, une véritable réconciliation passe par une réconciliation avec l'esprit des morts, qui sont considérés comme faisant partie intégrante de la société – «les morts ne sont jamais morts». Par conséquent, tout acte de réconciliation vise l'harmonie de l'ensemble de la société, formée des morts aussi bien que des vivants.

Le processus de réconciliation a pour visée une justice *réparatrice* qui reconstruit des relations brisées et réunit les familles qui ont été divisées par la guerre et les conflits. Il ne doit pas seulement chercher à régler des différends, mais aussi à rétablir les liens communs qui unissent les individus, les familles et les collectivités. ●

L'auteur, jésuite kényan, est directeur de l'Institut d'études pour la paix et de relations internationales du Hekima College, à Nairobi



## À QUOI SERT LA LITTÉRATURE?

Jeune adolescent, je traversais les ruelles du marché à Bagdad en direction de l'école. De jeunes garçons de mon âge, pieds nus, proposaient leur service de *hammal* (portefaix) aux clients des épicereries et des étals de fruits et de légumes. Ils étaient illettrés, comme les trois quarts de la population. Je débutais alors comme écrivain de nouvelles. Fort de mon privilège, je m'adressais à ces garçons en pensée: «J'écris. Vous allez voir. Cela va changer.» J'étais candidement convaincu que la littérature change le monde. Lecteur avide, je découvrais l'Occident, la liberté qui régnait dans des pays où la littérature, l'art et la musique trônaient, où il n'était pas interdit à un garçon de parler en tête-à-tête avec une jeune fille. Bref, la littérature a changé mon monde.

Traversant maintes péripéties, franchissant de nombreux obstacles, j'ai décidé d'écrire dans une langue qui n'était pas la mienne, de passer de l'arabe au français et de publier des livres. Sans être désenchanté ni découragé, je me suis rendu compte que la littérature ne change pas le monde. Du moins, pas dans l'immédiat de son expression. Des écrivains affrontent la censure et parfois la prison. D'autres demeurent anonymes, ignorés. À certaines époques et dans divers pays, ils ont pu contribuer à susciter des bouleversements sociaux, voire des révolutions. Cependant, leur influence la plus durable s'exerce individuellement sur les lecteurs et les lectrices. Des personnages littéraires nous font rêver. Nous nous reconnaissons dans d'autres et ressentons une profonde gratitude de recevoir de tels dons. Ces dons comprennent la poésie et la fiction (roman,

nouvelle, théâtre) des écrivains classiques comme des contemporains, de notre pays comme ceux du monde entier.

Dans un monde aux prises avec des bouleversements et de déchirements aussi bien politiques que sociaux et technologiques, la littérature fait face à des menaces de marginalisation et d'altération de son caractère. Elle risque d'être condamnée à l'éphémère en dépit de l'apparente «efficacité» dont profitent certains auteurs se situant, en fait, à l'extérieur de la littérature. Selon leurs motivations, ils se divisent en trois catégories, avec des recoupements et des combinaisons entre elles.

La première peut être désignée comme le *nombrilisme*. Elle comprend les auteurs qui obéissent à un changement social venant renverser le rapport de l'individu avec les autres, instaurant une société fragmentée, en perte de cohésion, dans un état de constante vulnérabilité devant l'éphémère. Il est entendu qu'ici, l'éphémère ne concerne pas la vie mais celui institué par la logique marchande, qui confine l'individu à lui-même. Ses liens sociaux fragiles et contradictoires sont réduits et sans profondeur. Il tombe dans l'égoïsme, le narcissisme et s'en tient au récit de ses réactions immédiates et de ses relations intimes. Le règne du privé prédomine et ce qu'on qualifie d'autofiction en résulte souvent. La solitude et l'isolement de l'auteur peuvent revêtir un aspect littéraire, mais demeurent sans dimension humaine. Les adeptes de cette littérature sont légion, en France particulièrement.

La deuxième catégorie est celle des auteurs qui ont recours à des éléments de sexualité et de violence. Ils cherchent ainsi à accrocher le plus grand nombre de lecteurs en usant des *hameçons* les plus efficaces. Le sexe est dès lors exhibé en dehors du senti-

ment. Il est mécanique et aboutit souvent à la violence et à la perversité. Voyeurisme, inceste... La violence imprègne toute relation.

La troisième catégorie est l'exploitation du récit à des fins de divertissement. Le cinéma et la télévision en fournissent des éléments en instituant des comédiens et des animateurs en vedettes, voire en figures publiques. La célébrité acquise grâce aux médias est un ressort pour accroître la vente. Certains auteurs affirment ainsi leur appartenance à la littérature qu'ils exploitent en s'en écartant.

Il n'est pas question dans mon esprit d'une quête de pureté. La littérature appartient au monde tout autant que le monde lui appartient. En surface, vu les menaces qui la cernent, elle ne sert à rien. Cependant, il importe de l'intégrer à la vie. Or, il est de plus en plus difficile d'aborder le réel dans sa diversité afin de l'exprimer, le porter et le vivre. Au-delà de la sociologie, de l'anthropologie, tout roman, tout poème, tout essai peut sonner l'heure du réveil. Ils nous permettent de résister à la plongée dans le gouffre de l'argent, de la violence et du spectacle afin de prendre conscience et la mesure du réel et du monde, afin que notre vie ne soit pas reléguée à la pure distraction (au double sens du terme), c'est-à-dire à l'absence. De plus, la littérature nous permet de rêver. Le rêve n'est pas fuite ou évasion mais une dimension qui enrichit notre existence, une porte qui s'ouvre sur l'avenir et sur autrui. En rejoignant l'autre, le prochain, nous assumons notre propre existence en nous engageant dans notre milieu et auprès de ceux qui nous entourent. ●

## Lire entre les lignes de l'analphabétisme



### EMILIANO ARPIN-SIMONETTI

Le problème de l'analphabétisme a refait surface de manière alarmante au Québec au cours des dernières années. Plusieurs campagnes de sensibilisation ont en effet relayé les données troublantes de la dernière Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes, réalisée en 2003, révélant qu'environ trois millions de personnes ont des difficultés de lecture importantes au Québec, parmi lesquelles 800 000 sont analphabètes.

La mise à jour de ces données, effectuée en 2011, sera rendue publique cet automne et dira si la situation s'est améliorée. Il serait toutefois étonnant de constater une amélioration fulgurante, étant donné l'absence d'une stratégie globale de lutte contre l'analphabétisme et compte tenu des délais dans la révision du plan d'action de la *Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue*.

Ces portraits statistiques sur l'analphabétisme – souvent peints sentencieusement d'ailleurs – ne nous révèlent cependant pas toute la complexité sociale de cette réalité, et encore moins sa profondeur existentielle. Pour cela, il faut entendre la voix des personnes qui vivent l'analphabétisme et celle des personnes qui les côtoient.

Et ce qu'elles nous disent, notamment dans les pages de ce dossier, c'est que, plus que jamais, l'analphabétisme isole et exclut. Plus que jamais, et malgré le nombre de personnes qu'il concerne, l'analphabétisme est vécu individuellement, comme une sorte de défaillance intellectuelle dont on porte honteusement le fardeau, en secret.

Cette situation traduit l'intériorisation coupable d'une idéologie qui fait porter sur les seuls individus toute la responsabilité de leurs difficultés. Elle en dit long sur la cimentation d'un ordre social de plus en plus rigide, qui naturalise

Muriel Faille, *La voix des mots*, 2008, encre et encaustique sur feuillets imprimés

l'exclusion et qui bloque la reprise en main collective des problèmes qu'il engendre. Les formateurs qui œuvrent dans le domaine de l'alphabétisation populaire le constatent : les contraintes liées à la pauvreté dans laquelle vivent la majorité des personnes analphabètes et la honte d'avouer leur condition, entre autres, les éloignent des ressources disponibles et les confinent à la marginalité. Pour accepter de surmonter la honte et de s'alphabétiser, aujourd'hui, il faut une grande dose de courage.

Car ne savoir ni lire ni écrire dans une société où le texte est omniprésent – surtout avec l'explosion de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication –, c'est être profondément démuné. C'est se sentir constamment dépossédé d'une emprise sur le monde, qui nous renvoie sans cesse notre handicap au visage. Une emprise que peut certes redonner l'apprentissage de la lecture, mais qui, à elle seule, ne suffit pas à transformer les causes structurelles de l'analphabétisme.

Sans une prise de conscience et une prise de parole des laissés-pour-compte, ces structures ne peuvent changer et sont condamnées à se reproduire. Paulo Freire, ce pédagogue brésilien qui luttait pour l'émancipation par l'alphabétisation des classes populaires en Amérique latine, l'avait bien compris. Dans *Pédagogie des opprimés*, son ouvrage phare publié en 1974 qui inspire toujours des groupes d'alphabétisation populaire de par le monde (notamment au Québec), Freire insiste sur l'importance d'une conscientisation des exclus. La méthode d'alphabétisation qu'il y développe ne se borne pas à la transmission mécanique et étroite du code écrit : elle s'appuie sur la riche culture orale du peuple pour permettre aux analphabètes de développer leur connaissance de la grammaire du monde, celle dans laquelle s'écrit leur oppression, celle qui régit leur vie et leur quotidien, les réduit à l'ignorance. En leur permettant de faire, à partir de leur vécu, une « lecture politique de la réalité », la méthode de Freire les incite aussi à se faire poètes de la réalité. À transformer activement cette grammaire pour faire surgir un monde plus juste, plus fraternel.

C'est d'ailleurs à la même époque où Freire développe sa pédagogie, dans les années 1960 et 1970, que le poète Gerald Godin, s'appropriant les mots du peuple, lance un appel aux Québécois pour qu'ils dépassent leur condition d'opprimés, de colonisés. Chez Godin, le joul, qui témoignait à la fois de l'aliénation coloniale et de l'inventivité populaire, est le point de départ d'une prise de conscience menant à la prise en main de l'avenir collectif. Une révolte contre la honte.

Il y a indéniablement, dans la lutte contre l'analphabétisme, une dimension politique porteuse de transformation sociale et d'émancipation qu'il importe de restituer. Depuis plusieurs années, celle-ci est en effet mise à mal par une conception utilitariste, essentiellement tournée vers l'employabilité des personnes analphabètes. Comme si l'émancipation passait par « une job *steadypis* un bon boss ». Cela, dans un contexte où l'éducation populaire est de moins en moins soutenue par l'État. Ainsi, en avril dernier, un regroupement de six centres d'éducation populaire de Montréal, menacés de fermeture en raison de coupes budgétaires à la Commission scolaire de Montréal, interpellait le gouvernement Marois. Ils ont bien sûr demandé au gouvernement d'intervenir en leur faveur, mais aussi de revoir sa conception technocrate de l'éducation populaire aux adultes.

La lutte contre l'analphabétisme implique la défense d'une conception large et citoyenne de l'éducation, qui vise la participation des exclus et des moins favorisés à la vie publique. Sans quoi, les conditions sociales qui produisent l'analphabétisme et l'exclusion ne changeront pas de sitôt. Mais aussi, surtout, parce que les personnes analphabètes – tout comme les étudiants qui déferlaient dans les rues du Québec au printemps 2012, d'ailleurs – sont des citoyens à part entière avant d'être de la main-d'œuvre potentielle. ●

« Avant de parler  
il tourne les mots dans sa tête  
il voit ceux qui passent bien  
et ceux qui le font buter  
et l'audace  
c'est choisir ceux qui le font buter »  
GÉRALD GODIN, « L'EAU DASSE », *LES BOTTERLOTS*

« Personne n'éduque autrui,  
personne ne s'éduque seul,  
les hommes s'éduquent ensemble,  
par l'intermédiaire du monde. »  
PAULO FREIRE, *PÉDAGOGIE DES OPPRIMÉS*

# La pauvreté, berceau de l'analphabétisme

Pour la famille qui reçoit en héritage la pauvreté avec ses conséquences – souvent transmises de génération en génération –, le risque est grand de devenir un foyer de l'analphabétisme.

## NICOLE JETTÉ

Les personnes identifiées comme analphabètes parlent souvent de leur vécu en termes de honte, d'exclusion, de non-accessibilité à des informations vitales et de manque d'autonomie, entre autres. Globalement, ces personnes ressentent un sentiment d'inadaptation sociale. Les effets dans leur vie sont divers et se manifestent sous plusieurs aspects : physique, psychologique, relationnel, politique...

## LA PAUVRETÉ

Dans un monde où la réussite est basée sur des critères de rendement, vivre l'angoisse de ne pas savoir comment tenir jusqu'au bout au quotidien, jusqu'à douter si le lendemain est souhaitable, condamne à l'incompétence. Être pauvre équivaut à ne pas avoir accès aux ressources nécessaires pour se qualifier à cette compétition. De cette inéligibilité découle un état d'exclusion de la société.

Les conséquences de la pauvreté dépendent du contexte social, mais en aucun cas elles sont positives. Louise Séguin, chercheuse à l'Institut de recherche en santé publique de l'Université de Montréal, oriente ses travaux sur les effets de la pauvreté sur la santé. Elle qualifie de « marques indélébiles » les effets de la pauvreté sur un enfant de moins de cinq ans. Même dans le cas de familles qualifiées de « nouveaux pauvres », où la mère a une formation universitaire, si elle vit sous le seuil de la pauvreté, son enfant a deux fois plus de risques d'avoir des problèmes de santé. Nous pouvons reprendre ces conclusions en remplaçant les mots « problèmes de santé » par « problèmes d'apprentissage ». Le troisième rapport national sur l'état de santé de la population du Québec, « Riches de tous nos enfants. La pauvreté et ses répercussions sur la santé des jeunes de moins de 18 ans », paru en 2007, en témoigne. Les enfants et les adolescents des milieux moins favorisés sont beaucoup plus nombreux que les autres à rencontrer des problèmes comme les retards de langage, l'hyperactivité et, à l'école, des troubles graves de comportement, des difficultés d'apprentissage, des retards scolaires, lesquels ont, bien entendu, des conséquences sur le taux d'obtention d'un diplôme. « Ils risquent, plus que les autres [...] d'avoir

ensuite de la difficulté à trouver un emploi et des revenus de travail adéquats, et enfin de subir l'exclusion sociale et la marginalisation. »

## LE SYSTÈME SCOLAIRE

Devant ce constat d'inégalité des chances, l'école a l'obligation d'ajuster ses interventions aux capacités et besoins des enfants en se rappelant qu'ils font partie d'une famille. Pour atteindre ses objectifs, le système scolaire doit adopter une approche globale adaptée aux diverses réalités des élèves. « Ainsi, sans porter tout le blâme, l'école a donc ses torts. L'institution scolaire a la responsabilité d'élever les élèves

L'auteure est militante depuis 18 ans au sein du Front commun des personnes assistées sociales du Québec



Muriel Faille, *Le poids des mots*, 2009, encre de Chine, bois, roche et feuillets imprimés



Muriel Faille,  
*Mémoires*, 2010,  
crayon Prismacolor  
et texte imprimé  
sur Somerset

au même niveau, ne serait-ce que parce qu'ils arrivent inégaux», rappelle Marc-André Deniger, professeur à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, dans un entretien accordé au quotidien *Le Devoir* (10 novembre 2012). C'est là le rôle «compensatoire» de l'école.

Dans un contexte où l'approche privilégiée par les décideurs politiques et le monde de la finance est celle de la performance basée sur la compétition, guère d'espace n'est laissé pour mettre en place des ressources adaptées qui favorisent la solidarité et l'implication des enfants, des parents et de la communauté. Cette situation est illustrée, entre autres, par l'indice de défavorisation en milieu scolaire qui sert au gouvernement du Québec pour offrir aux enfants de milieux défavorisés un «accès privilégié» à des services spécifiques – à l'intérieur du système public ou par le biais de partenaires communautaires et philanthropiques – tels l'aide aux devoirs, le Club des petits déjeuners, la pédiatrie sociale et les magasins-partages pour la rentrée scolaire.

Cet indice de défavorisation en milieu scolaire est obtenu à l'aide de deux variables: l'indice du seuil de faible revenu et celui du milieu socioéconomique (IMSE). Les critères pour établir ce dernier sont les suivants: la proportion, dans un milieu socioéconomique donné, des familles avec enfants dont la mère n'a pas de diplôme, certificat ou grade et la proportion de ménages dont les parents n'étaient pas à l'emploi durant la semaine de référence du recensement canadien. Cette pratique statistique fausse en quelque sorte la réalité en laissant croire que pour «mériter l'aide», il est nécessaire que les parents pauvres vivent dans un quartier où la pauvreté domine. En se bornant aux apparences, elle esquive le fond du problème: les familles, parents et enfants, continuent à vivre au quotidien

## Contre une perspective utilitaire

CHRISTIANE TREMBLAY

L'auteure a été chargée de projet en alphabétisation pendant plusieurs années

Depuis quelques années déjà, des efforts sont déployés par nos gouvernements pour faire de l'alphabétisation une clé menant à l'emploi. Plusieurs programmes de subvention entendent soutenir exclusivement l'intégration au marché du travail au détriment des autres motifs qui poussent une personne à s'alphabétiser. Certes, pour bon nombre de personnes analphabètes ou peu alphabétisées, le désir de trouver un emploi rémunérateur et à des conditions avantageuses est vif, comme l'est le désir des employeurs de donner aux travailleurs les moins outillés de leur entreprise la possibilité de développer leurs connaissances. Les uns veulent se faire une place au soleil, les autres souhaitent accroître leur compétitivité. Mais que fait-on des femmes et des hommes qui veulent s'alphabétiser sans pour autant intégrer le marché de l'emploi?

Ils sont nombreux à fréquenter les groupes d'alphabétisation pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le travail. Pouvoir régler les factures après le départ du conjoint, comprendre les messages inscrits dans l'agenda scolaire de leur enfant, passer leur permis de conduire ou ne plus avoir à dépendre des autres pour accomplir des tâches du quotidien sont des objectifs souvent mentionnés. Et que dire de celles et ceux qui veulent apprendre à lire et à écrire dans le seul but de retrouver leur dignité? Pour plusieurs, l'alphabétisation permet d'abord et avant tout de se tenir droit dans sa tête, d'effacer peu à peu les marques laissées par des mots durs tapis au fond de soi: *ignorant, paresseux, retardé*.

Il y a autant de raisons de s'alphabétiser qu'il existe de personnes. Malheureusement, l'aide financière et les ressources disponibles présentement, du côté des gouvernements, visent d'abord à soutenir les projets en pré-employabilité. On y encourage des personnes ayant une faible estime de soi et éprouvant fréquemment des difficultés d'apprentissage à devenir, en quelques semaines à peine, compétentes, confiantes et prêtes à faire valoir leurs mérites devant des employeurs potentiels. Il est difficile, désormais, de consacrer du temps à des apprentissages dont les bénéfices ne se

l'exclusion et les conséquences de la pauvreté tant dans l'espace privé que public. Dans ce contexte, peut-on prétendre que l'accessibilité aux ressources est garantie et respecte le droit à l'éducation pour tous et toutes? Comme l'expliquait M.-A. Deniger dans une autre entrevue au *Devoir* (22 décembre 2012): «Quand un jeune commence l'école, l'inégalité qui est sociale se transforme en inégalité scolaire. La "valeur" de l'élève s'installe très tôt et il va se construire à partir de cette valeur qu'on lui accorde. Il va se créer une représentation de lui-même selon qu'il est étiqueté bon ou faible et ça aura une influence sur bien des aspects de sa vie.»

L'école offre-t-elle l'espace pour entendre, traduire et comprendre la parole des élèves qui, de par leur provenance sociale, ont d'importantes difficultés à s'exprimer avec les mêmes références que les autres de leur âge? Si l'on se fie au taux de décrochage scolaire des jeunes issus de ces milieux, il semble que la réponse soit négative.

Si l'école ne parvient pas autant qu'elle le devrait à jouer son rôle pour briser la chaîne qui mène de la pauvreté à l'échec scolaire – cause importante de l'analphabétisme –, on devrait s'attendre au moins à ce que des programmes de formation continue corrigent la situation. Or, les programmes de formation offerts par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale s'adressent principalement aux personnes dont le potentiel d'employabilité peut, dans un court laps de temps, répondre aux besoins des entreprises.

mesurent pas facilement ou qui peuvent se faire sentir parfois à très long terme, mais qui auront une réelle incidence sur la qualité de vie. Ils sont jugés accessoires.

N'en déplaise aux fonctionnaires et dirigeants de ce monde, l'alphabetisation n'ouvre pas uniquement les portes de la rentabilité et de la compétitivité. Elle ne permet pas uniquement de tracer de belles lignes droites d'un point A à un point B dans un parcours professionnel. Elle emprunte le plus souvent des chemins défoncés, à peine praticables et dont on ignore la destination. Il faut beaucoup de courage pour ne pas s'enfuir au tournant. L'alphabetisation peut être vécue comme le début d'un long périple, une sorte de passage obligé pour accéder à un monde de possibilités.

De plus, grossir la masse des travailleurs n'est vraiment pas la seule manière de jouer un rôle dans le développement de la richesse collective. On peut apporter autrement sa contribution à la société. Je me rappelle les derniers mois de vie d'une amie atteinte d'un cancer. Nous, ses proches, allions à tour de rôle lui tenir compagnie et prendre soin des enfants. Le plus assidu d'entre nous était un artiste sans le sou, sans emploi rémunéré, sans statut acceptable aux

L'alphabetisation, qui est un processus long, n'apparaît pas comme une priorité même si la majorité des personnes analphabètes se retrouvent dans le cycle infernal: aide sociale, emploi précaire, assurance-chômage, aide sociale.

Ces personnes sont ainsi astreintes à demeurer dans le ghetto de la pauvreté, privées de leur droit d'exercer pleinement leur citoyenneté.

### DEVOIR DE SOCIÉTÉ

Comme société, nous avons le devoir de développer une dynamique de dialogue pour une réelle intégration sociale. Pour que la famille se transforme en lieu d'apprentissage de la lecture, de socialisation, d'implication, il est urgent de cesser de

parler de «défavorisation» et de garantir les ressources financières et sociales nécessaires à une véritable pratique de la justice sociale, pour une société solidaire.

La pauvreté est «le plus grand des maux et le pire des crimes», écrivait George Bernard Shaw, en 1907. Il est illusoire de prétendre que nous vaincrons les problèmes liés à la pauvreté, comme l'analphabétisme, sans une répartition équitable des richesses et, pour toutes et tous, une véritable accessibilité à l'éducation, pour que chaque personne développe son potentiel et puisse remplir ses obligations citoyennes. ●

yeux de bien des gens. C'était pourtant celui sur lequel nous pouvions compter sans réserve pour amener un peu de douceur dans le quotidien de notre amie. Il était clair pour nous que son travail était de loin plus nécessaire que le nôtre et aurait dû être pleinement reconnu.

Être en mesure de soutenir ses enfants à l'école, leur donner en exemple le goût d'apprendre et de relever des défis, n'est-ce pas une tâche essentielle? Actualiser son plein potentiel, appliquer ses nouvelles connaissances dans toutes les sphères de sa vie, n'est-ce pas aussi rentable? Savoir exprimer ses opinions, prendre parti de manière éclairée, comprendre les enjeux d'un nouveau règlement municipal, c'est à cela aussi que contribue l'alphabetisation. Celle-ci fournit des outils qui mènent à soi et qui permettent d'avoir les moyens de sa quête. Qu'il s'agisse de trouver un emploi lucratif, de pouvoir lire des histoires à ses enfants ou petits-enfants, de se faire respecter par un fonctionnaire arrogant, de se tenir debout lorsqu'il le faut, toutes ces raisons sont d'une importance capitale. En réduisant la portée et le rôle de l'alphabetisation, en la destinant seulement à des fins utilitaires, ne sommes-nous pas en train de nous appauvrir?

Il est illusoire de prétendre que nous vaincrons les problèmes liés à la pauvreté, comme l'analphabétisme, sans une répartition équitable des richesses et, pour toutes et tous, une véritable accessibilité à l'éducation.

# Le droit d'apprendre

Éradiquer l'analphabétisme, c'est favoriser le droit des adultes à apprendre tout au long de leur vie et ainsi forger une société plus épanouie et plus apte à relever les défis des années à venir.

**DANIEL BARIL ET RONALD CAMERON**

Les auteurs sont respectivement agent de recherche et de développement et directeur général de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA)

L'exercice du droit d'apprendre pour les adultes ne peut exister qu'à condition de disposer des capacités suffisantes pour poursuivre un programme de formation, formelle ou non. Ainsi, l'alphabetisation d'une population constitue un véritable enjeu social tant elle est au cœur de cette capacité d'agir et d'apprendre des adultes, et ce, dans tous les champs de la vie en société. Trop souvent, le droit à l'éducation est associé à la génération montante – on l'a constaté lors du « printemps érable » – sans qu'on prenne toute la mesure du fait que l'alphabetisation est aussi le point de départ fondamental permettant l'exercice du droit à l'éducation *tout au long de la vie*.

D'après le site du Programme des Nations unies pour le développement, le Canada est réputé avoir un taux d'alphabetisation de 99 % chez les adultes de plus de 15 ans, étant donné son niveau de développement et de revenu et une scolarisation qui est obligatoire jusqu'à 16 ans. Cette information est trompeuse, car décoder les signes est une chose, mais comprendre ce qu'on lit en est une autre. C'est pourquoi la notion de littératie – qui désigne la capacité d'une personne de lire et d'écrire – s'est imposée et fut utilisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en 1994, dans le cadre d'une première enquête internationale portant sur les aptitudes et les compétences des adultes. Elle fut l'objet d'une mise à jour, en 2011, dont les résultats, très attendus, sont annoncés pour l'automne 2013. Pour l'instant, les dernières données disponibles remontent à 2003.

## AU-DELÀ DE LA CAPACITÉ DE LIRE

L'alphabetisation de la population québécoise ne peut pas se mesurer par la seule capacité de lire, voire d'écrire, acquise grâce au système scolaire. Même dans une société industrialisée comme le Québec, ces capacités ne sont pas nécessairement acquises pour toute la vie. Pour situer les défis que pose l'alphabetisation d'une population, cinq niveaux de littératie sont utilisés. Le niveau 1 correspond à un faible niveau d'alphabetisation; le niveau 2 à la com-

préhension de textes simples, mais sans que la personne n'arrive à décoder pleinement le sens par manque de connaissances; le niveau 3 est quant à lui considéré comme suffisant pour fonctionner dans la société.

Suivant cette grille d'analyse, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) observe que près de la moitié de la population du Québec, âgée entre 16 et 65 ans, se situe aux deux premiers niveaux: soit 16 % ou 780 000 personnes au niveau 1, et le double, 33 %, au niveau 2. Le nombre d'adultes ne possédant pas un diplôme d'études secondaires, soit 26 % de la population âgée entre 16 et 65 ans, selon des données de 2005 du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (MELS), expliquerait en partie cette situation. Un autre facteur en cause est lié au fait que les appren-

tissages faits au cours du parcours scolaire ne sont pas nécessairement acquis à tout jamais, indépendamment de l'évolution sociale ou personnelle. Il est possible de désapprendre ce qu'on savait. D'où l'importance de favoriser le droit d'apprendre tout au long de la vie afin de permettre aux personnes – et aussi aux collectivités – d'actualiser leur potentiel, à la faveur des réalités nouvelles.

À cet égard, les variations des taux de participation à des activités de formation au Québec doivent nous préoccuper. Selon les mêmes données de l'ISQ, 43 % de la population du Québec participe à des activités de formation tant formelles que non formelles, par exemple celles offertes par les organismes communautaires. Mais pour les personnes se situant aux niveaux 1 et 2 de maîtrise de l'écriture et de la lecture, le taux de participation se situe respectivement à 8 % et 20 % seulement.

## POUR UNE STRATÉGIE NATIONALE CONTRE L'ANALPHABÉTISME

Lors des consultations menées par l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes en vue de définir les grandes orientations pour un « Québec apprenant », les réseaux en alphabetisation ont défendu l'importance de l'alphabetisation pour favoriser l'éducation tout au long de la vie. Si les secteurs scolaire et communautaire considèrent crucial le leadership du MELS, tous demandent la contribution des autres instances gouvernementales et ministérielles ainsi que celle des acteurs sociaux pour soutenir une stratégie de lutte contre l'analphabétisme.

En effet, comme le rappelle le Regroupement des groupes populaires en alphabetisation du Québec (RGPAQ), une telle stratégie nécessite tout autant une meilleure collaboration entre les milieux de l'emploi et ceux en al-

L'alphabetisation de la population exige un plan interministériel structuré, axé sur un partenariat avec les acteurs du milieu et intégré à l'ensemble des mesures visant l'apprentissage tout au long de la vie des adultes.

phabétisation qu'une intervention pour éliminer les causes structurelles de l'analphabétisme. Dans cette perspective, la lutte contre la pauvreté, une amélioration des conditions de vie et d'exercice des droits des adultes, la prévention durant la petite enfance, la réussite de la formation initiale ainsi que le maintien des compétences sont des aspects majeurs. L'importance de lever les obstacles financiers (coûts du transport, garde de personnes à charge, etc.) qui nuisent à la participation des personnes à des activités d'alphabétisation ou de formation de base, qu'elles soient offertes par des centres d'éducation des adultes ou des groupes populaires en alphabétisation, a aussi été soulignée par le RGPAQ.

Toutefois, pour qu'une telle stratégie réussisse, un préalable est nécessaire: celui de reconnaître et de valoriser la diversité des objectifs de formation et des parcours. L'accroissement des capacités d'écriture et de lecture des personnes les moins alphabétisées est lié au renforcement de leur autonomie, de leur participation citoyenne tout autant que de leur insertion en emploi. Dans cette perspective, le droit à l'éducation n'est pas une fin en soi, mais une condition d'autonomisation des personnes, du développement de leur plein potentiel et de leur participation à l'évolution de leur communauté et de la société.

### L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Au Québec, la Charte des droits et libertés de la personne et la *Loi sur l'instruction publique* sont les deux principales lois qui consacrent le droit à une éducation de base *pour tous*. Le réseau public d'éducation à tous les niveaux d'enseignement et sur tout le territoire est l'instrument-clé permettant la concrétisation de ce droit, sans oublier l'offre de services éducatifs pour les adultes et d'autres lois comme celles visant la formation de la main-d'œuvre ou l'aide financière aux études, par exemple. Moins contraignantes,

différentes politiques publiques énoncent aussi, mais davantage sur un plan moral, un droit à l'éducation pour les adultes. Elles proposent une vision large et riche de l'éducation des adultes dans le domaine de la lecture et du livre, ou de la science et de la technologie, entre autres.

Par ailleurs – et c'est un élément très important dans la lutte contre l'analphabétisme –, la *Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue*, adoptée en 2002, est une avancée notable dans la reconnaissance morale du droit à l'éducation des adultes. Un premier plan d'action l'accompagnait, dont la révision, prévue en 2007, n'a cependant jamais eu lieu.

La nouvelle titulaire du MELS, Marie Malavoy, a annoncé la révision non seulement du plan d'action, mais aussi de la politique dans son ensemble. Dans l'attente, un constat semble largement partagé au sein des milieux concernés: l'action gouvernementale est demeurée prisonnière d'une vision réductrice du rôle de l'État en matière d'éducation des adultes, l'approche se limitant au développement de l'employabilité des personnes. Or, l'une des principales conclusions de la consultation pour un «Québec apprenant» fait ressortir l'importance de l'alphabétisation dans tous les domaines de la vie sociale. L'État doit se doter d'une vision globale, cohérente et à long terme du problème de l'analphabétisme. Il s'agit véritablement d'un enjeu de société qui ne peut être abordé dans la perspective limitée du rôle, certes fondamental, que doivent jouer le système scolaire et le MELS sur le plan de la formation de base. L'alphabétisation de la population exige un plan interministériel structuré, axé sur un partenariat avec les acteurs du milieu et intégré à l'ensemble des mesures visant l'apprentissage tout au long de la vie des adultes. Une véritable bataille doit s'engager pour permettre l'exercice du droit à l'éducation par toute la population. ●



Muriel Faille,  
*Livre d'heures*, 2009,  
encres, encaustique  
sur feuillets imprimés  
et cordes

# Vivre analphabète

Que vivent les personnes analphabètes au Québec? Qu'ont-elles à nous dire et à nous apprendre de leur expérience? Douze personnes<sup>1</sup> peu scolarisées ont bien voulu s'exprimer pour nous sur le sujet, dans le cadre de différents ateliers organisés par le Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP). Voici un regard sur leur situation, suivi de quelques extraits de leurs témoignages.

**JOANE BERGERON**

L'auteure est travailleuse communautaire au Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP)

**L'**analphabétisme est un grave problème que vivent de nombreuses personnes au Québec. C'est un handicap social important que d'avoir de nos jours de la difficulté à lire, à écrire et à compter. Une réalité qui rime trop souvent avec préjugé, pauvreté et isolement. N'importe qui peut être analphabète : un jeune décrocheur, une personne âgée qui n'a pas pu aller à l'école, une personne immigrante, un chômeur ou un salarié, une maman qui a de jeunes enfants.

Les personnes qui ont participé à nos ateliers disent de manière unanime que l'estime personnelle et la confiance en soi sont pratiquement à zéro. Il y a un manque... un vide. Étant peu scolarisées, ces personnes sont limitées à plusieurs égards : bon nombre d'entre elles ont une vie sociale très restreinte, car elles cachent leur handicap, les possibilités d'emploi intéressantes sont pratiquement inexistantes et un retour aux études n'est pas ou peu envisageable. Le risque d'isolement est donc accru.

Être analphabète, au quotidien, c'est être dépendant des autres. C'est devoir souvent demander de l'aide pour faire l'épicerie, remplir des formulaires, comprendre la posologie des médicaments, chercher un numéro de téléphone ou comprendre le courrier reçu, lire les étiquettes sur les produits, prendre des ententes de paiement de comptes; c'est aussi ne pas être capable d'utiliser un ordinateur, ne pas pouvoir aider son enfant dans ses devoirs, etc. Toutes les choses exécutées facilement par quiconque deviennent d'une extrême complexité pour les personnes analphabètes.

## UNE RESPONSABILITÉ PORTÉE SEUL

Le fait de ne pas savoir lire et écrire peut augmenter le stress et causer également un manque de vocabulaire chez plusieurs analphabètes. Ayant de la difficulté à s'exprimer et à choisir les bons mots – devant un professionnel de la santé,



par exemple –, la communication est difficile et la compréhension peut faire défaut. La plupart des gens n'osent pas avouer qu'ils ont de la difficulté à comprendre les consignes ou les mots qui sont employés. Le sentiment d'inégalité est alors immense et la honte s'installe. Honte de ne pas comprendre. Honte d'avouer qu'on a de la difficulté à lire et à écrire.

Malheureusement, les personnes analphabètes essaient généralement d'éviter les situations où elles doivent lire et écrire. Elles se culpabilisent et portent souvent seules la responsabilité de leur problème d'analphabétisme. De plus, étant souvent pauvres, ces personnes peuvent difficilement se projeter dans le futur, développer des projets à long terme. Il leur est difficile d'imaginer pouvoir s'en sortir un jour. Dans bien des cas, pour elles, un changement de situation n'est pas envisageable; elles s'enferment dans cet état et restent aux prises avec un sentiment d'impuissance.

Briser l'isolement est pour plusieurs très important. Se sentir utile, être moins seul, avoir une meilleure estime de soi et se valoriser, pouvoir participer, voilà quelques raisons pour apprendre à lire et à écrire. La réinsertion sociale est essentielle. Les personnes peu scolarisées ont besoin d'être accompagnées pour reprendre leur place dans la société, soit par le marché du travail, soit en s'impliquant bénévolement dans différents organismes, ou encore en se réappropriant des rôles comme celui de parent, de citoyen. Les participants et participantes qui se sont exprimés pour contribuer à cet article veulent être les acteurs de leur propre vie et de leur cheminement.

Apprendre à lire et à écrire est souvent long, ardu et complexe. Les personnes analphabètes sont d'accord pour admettre qu'elles ont un manque de connaissances générales. Par le fait même, ayant peu de ressources, de sco-



larité et de réseaux d'entraide, elles sont les premières démunies de la société. De là, arrive la pauvreté qui colle à la peau pour la majorité d'entre elles.

Par ailleurs, l'école est considérée par plusieurs comme un de leurs plus grands échecs. Certains ont eu des difficultés d'apprentissage, ou encore des problèmes comme l'hyperactivité, qui leur renvoyait l'image négative d'être un enfant retardé et turbulent. D'autres ont subi des moqueries, de l'intimidation et d'autres formes de violence de la part de leurs compagnons de classe. Tous ces problèmes n'aident pas à aimer l'école et expliquent que certains ont tout simplement abandonné et sacrifié la lecture et l'écriture. Le décrochage scolaire est aussi dû, dans bien des cas, à des problèmes familiaux comme la pauvreté des parents, la difficulté de grandir dans certaines familles monoparentales ou dans les foyers d'accueil. Les différentes situations familiales négatives jouent un rôle important dans la décision d'arrêter des études qui ne sont pas valorisées.

## PRISES DE PAROLE

Les propos des personnes qui ont contribué à ce texte nous font prendre conscience des difficultés et des défis aux-

1. Gaétan Beaudet, Jessyca Dallaire, Yvon Demontigny, Roger Fournier, Murielle Gaudet, André Gosselin, Céline L'Heureux, Elcira Macanilla, André Pageau, Eddy Pépin, Yannick Prévost et Jacques Rabouin. Leurs propos ont été recueillis par des animateurs d'alphabétisation populaire.

2. Les prénoms des personnes citées dans ce paragraphe sont parfois fictifs pour respecter leur anonymat.

quels sont confrontés les analphabètes. Pour Maxime, l'analphabétisme est égal à la pauvreté; pour Roch, le jugement des autres entraîne le jugement envers soi-même; pour Francine, l'analphabétisme ne devrait pas exister, mais c'est une utopie de penser pouvoir l'éradiquer; pour Nancy, travailler fort pour s'en sortir est la clé du succès et pour Denis, c'est déjà une délivrance que de mettre les pieds dans un organisme communautaire<sup>2</sup>.

D'autres participants et participantes appuient Denis quand il exprime que le milieu communautaire est une planche de salut. Eddy affirme: «Alors que je n'avais plus rien devant moi, voilà que je découvre COMSEP. Une vraie bouée de sauvetage. Je peux améliorer mon français, mes mathématiques et écrire pour le journal de l'organisme. Être avec des personnes qui sont sensiblement dans la même situation que moi. Je me découvre maintenant de nouvelles passions et, finalement, je reprends espoir. C'est intéressant de voir qu'on peut encore grandir. Depuis 2008, je ne suis plus la même personne.»

Quant à Céline, elle mentionne: «Je participe présentement à des ateliers d'alphabétisation dans le but d'apprendre à lire et à écrire. Dans la vie de tous les jours, mon conjoint m'aide énormément lorsque nous allons à l'épicerie ou au restaurant. Il m'aide à lire les ingrédients, les étiquettes ou le menu. Encore aujourd'hui, des personnes ne savent pas lire ni écrire et il faut en parler pour changer cette réalité.»

Pour Yannick, reprendre confiance en lui lui donne espoir de retourner sur le marché du travail. «Le fait de ne pas savoir lire et écrire est un inconvénient majeur lorsqu'on veut se trouver un emploi. Je travaillais, mais avec les coupures de postes, j'ai été le premier à être mis à pied. Je n'ai pas encore trouvé un nouvel emploi, car les employeurs demandent un secondaire V complété. Actuellement, je trouve très gênant de recevoir de l'aide sociale et de me sentir différent des autres. C'est extrêmement difficile de n'avoir qu'un chèque par mois. J'aimerais bien mieux avoir un travail régulier. Mais, depuis que je fréquente cet organisme communautaire, je reprends confiance en moi et j'y arriverai bien un jour.»

Comment une société industrialisée comme la nôtre peut-elle produire tant d'analphabétisme? Comment peut-on accepter que la pauvreté augmente sans cesse et fasse autant de dommages? Ce sont ces questions que l'on doit se poser. Par leurs propos, les personnes ayant participé à la rédaction de ce texte expriment qu'elles portent seules la responsabilité de leur analphabétisme. Pourtant, n'avons-nous pas comme société une responsabilité? ●

Muriel Faille,  
*Correspondances*,  
1990, eaux fortes et  
encre de Chine sur  
papier Saint-Gilles

# Un apprentissage mutuel

L'alphabétisation, c'est aussi apprendre à se faire confiance, être en relation, prendre la parole, prendre conscience de son savoir et de son pouvoir. Et témoigner de son humanité.

**RICHARD LATENDRESSE**

L'auteur a travaillé comme formateur dans des groupes populaires d'alphabétisation durant 15 ans

Muriel Faille,  
*Les paliers du savoir*,  
2010, encre, bois et  
feuilletés imprimés

Quand on parle d'analphabétisme, on sort des statistiques; plus rarement aborde-t-on le sujet de l'intérieur. Je voudrais partager une partie de mon expérience de formateur en alphabétisation en traitant des questions suivantes: qui sont les personnes qui poursuivent une démarche d'alphabétisation? Comment cela se passe-t-il du point de vue des participants et des formateurs? Qu'ai-je appris de mon expérience? Mon témoignage s'appuie principalement sur mon travail dans les groupes populaires d'alphabétisation. Dans ces organismes communautaires, répartis dans toutes les régions du Québec, l'alphabétisation est basée sur l'approche développée par le pédagogue brésilien Paulo Freire. Pour lui, l'analphabétisme est avant tout un problème social, car les sociétés sont organisées de telle sorte qu'elles engendrent et maintiennent la pauvreté, les inégalités et, par conséquent, l'analphabétisme. L'alphabétisation, selon lui, a pour but d'agir à la fois sur les causes et sur les conséquences de ce problème, et ce, dans une perspective de changement social. Ce processus de transformation ne peut se faire qu'avec les personnes concernées et la démarche de formation en alphabétisation doit refléter leur vécu et leur réalité. L'approche de Paulo Freire s'appuie également sur l'établissement de relations égalitaires entre les participants et les formateurs. Elle aide à développer l'autonomie et l'esprit critique des personnes afin qu'elles puissent agir individuellement et collectivement sur leur milieu.

## L'ALPHABÉTISATION DANS LES GROUPES POPULAIRES

Les ateliers d'alphabétisation réunissent des personnes âgées entre 17 et 80 ans. Plusieurs ont travaillé une partie de leur vie active, certaines comme serveuses dans des restaurants, femmes de ménage dans des hôtels, travailleuses et travailleurs d'usine; d'autres comme facteurs, chauffeurs de camion et mécaniciens. Beaucoup ont occupé de mul-



tiples emplois en alternance, entrecoupés de périodes de chômage et d'aide sociale. D'autres encore n'ont jamais pu travailler. Plusieurs vivent en couple et ont des enfants. On retrouve aussi des Québécois qui n'ont pas complété leur secondaire V et des personnes immigrantes, non alphabétisées dans leur langue maternelle, qui veulent apprendre à lire et à écrire en français.

Les femmes sont les plus nombreuses dans les ateliers d'alphabétisation, peut-être parce qu'elles demandent plus facilement de l'aide que les hommes. Elles sont encore très souvent mères monoparentales et cherchent à améliorer les conditions de vie de leur famille. De plus, elles ont tendance à suivre et à soutenir de façon plus assidue les apprentissages scolaires de leurs enfants. Enfin, je crois que, de façon générale, les femmes accordent une importance plus grande au langage et à la communication et, par conséquent, à la lecture et à l'écriture.

Les adultes cherchent à s'alphabétiser pour de multiples raisons: s'intégrer et fonctionner dans la société québécoise, être plus autonome et mieux se débrouiller dans la vie, apprendre et être fier de soi, augmenter ses chances de trouver un emploi, briser son isolement, faire une activité valorisante, pouvoir aider ses enfants à l'école, être capable d'administrer ses biens à la suite du décès de son conjoint ou encore être mieux outillé, pouvoir mieux se défendre et ne plus se faire avoir, etc.

Les ateliers d'alphabétisation réunissent des participants n'ayant pas tous les mêmes origines, les mêmes habiletés, le même bagage de connaissances générales, les mêmes expériences de vie. Les activités qu'on y fait sont variées: lectures et discussions sur des sujets qui préoccupent les personnes

du groupe (changements sociaux, questions portant sur l'environnement, résultats sportifs, etc.), écriture, calcul, acquisition de connaissances générales (histoire, géographie, fonctionnement des institutions politiques) et de connaissances utiles dans la vie quotidienne (se maintenir en santé, comprendre la posologie de médicaments et les étiquettes de valeur nutritive des aliments, savoir utiliser une carte routière). La mise en pratique des notions acquises se fait notamment par la réalisation de divers projets : écrire une lettre collective, par exemple, pour sensibiliser le gouvernement aux conséquences de la privatisation des soins de santé ; créer et monter des pièces de théâtre ; lutter pour conserver une bibliothèque de quartier, etc.

La salle où se déroulent les ateliers est disposée de manière à ce que tous puissent facilement entrer en communication les uns avec les autres et partager ainsi leurs connaissances et leurs expériences.

L'enseignement s'apparente à un travail d'animation. Le formateur fait appel aux connaissances des participants, à leur capacité d'observation et de déduction afin que ces derniers découvrent eux-mêmes le sujet à l'étude et les éléments qui s'y rattachent. Pour étudier une notion, le formateur l'inscrit dans un contexte en utilisant des phrases que les participants ont composées ou qui font référence à des choses connues, ou encore un texte dont le sujet est familier à tous. À partir de cette mise en situation, on peut, par exemple, reconnaître les verbes et leur fonction dans une phrase, repérer les différentes conjugaisons et comprendre leur rôle ou encore distinguer l'orthographe des homophones *ce* et *se* pour en saisir le sens. Parce que les contenus sont accessibles et signifiants et parce que les adultes cherchent activement à comprendre, les apprentissages se font plus aisément.

### **LA RICHESSE ET LES RESSOURCES DES PERSONNES ANALPHABÈTES**

Non seulement les adultes participent-ils à la construction de leur savoir, mais chacun d'entre eux peut également se rendre compte qu'il sait des choses et que cela contribue à la création d'un savoir collectif. Dès lors, les participants ne sont plus passifs, ils sont en interaction avec les autres, la matière et le formateur. Étant placés dans une dynamique de la parole et de l'agir, il leur est plus facile d'évaluer la pertinence du contenu proposé et de s'interroger sur son sens, de faire des demandes et des propositions pour améliorer la formation. Ils deviennent engagés, partie prenante de leur formation, ce qui favorise leur apprentissage.

La clé de voûte de la démarche d'alphabétisation populaire est, pour moi, de favoriser la prise de parole chez les participants : de les amener à partager leurs idées, à exprimer leurs opinions, leurs désaccords et leurs besoins, etc. En s'exprimant, les personnes entrent en relation les unes avec les autres, se rendent visibles, s'affirment, s'engagent. Prendre la parole, c'est sortir de l'ombre, prendre un risque ; c'est s'accorder de la valeur, se faire confiance. Le dévelop-

pement de la confiance en leurs propres moyens est un autre facteur qui favorise inévitablement l'alphabétisation des personnes. Prendre la parole est donc une chose essentielle parce que cela donne du pouvoir sur sa vie, sur son milieu et sur son environnement. C'est aussi un moyen de favoriser la participation à la société.

Le travail de formateur en alphabétisation en est un avant tout de relation que l'on développe avec chaque personne. Ces relations, qui se construisent au quotidien, ont cours entre personnes qui peuvent apprendre les unes des autres. De cette façon, on voit plus facilement les forces que les lacunes, on cesse de considérer les personnes peu alphabétisées comme des gens démunis qu'il faut aider. Si ces personnes sont souvent économiquement démunies, elles sont loin de l'être sur d'autres plans. Elles savent très

## **Conjuguer alphabétisation et francisation**

**JOSEPH SAUVEUR**

**D**ès sa création, en 1973, le Centre N A Rive a mis tout son poids dans la balance pour lutter contre un fléau qui attaque le fondement même de notre société : l'analphabétisme. Tous les efforts de la direction, des formateurs et des bénévoles convergent en ce sens.

Au début, les services du Centre étaient conçus pour les nouveaux arrivants haïtiens. D'abord, on commençait par leur organiser des ateliers de francisation. La réalité linguistique quotidienne à laquelle étaient confrontés les apprenants exigeait une intégration rapide dans la société et, par conséquent, une connaissance minimale du français. Cependant, on a vite remarqué que ces immigrants étaient analphabètes au sens premier du terme. Le Centre s'est donc engagé simultanément sur les voies de l'alphabétisation et de la francisation. En matière d'alphabétisation, on appliquait l'approche fonctionnelle, avec des méthodes syllabique, globale, mixte et contextuelle. En matière de francisation, on mettait l'accent sur la communication. À l'époque, l'apprenant était d'abord alphabétisé dans sa langue maternelle, le créole, une approche qui donnait de très bons résultats. Ce succès était possible grâce au travail inlassable du comité pédagogique qui outillait les formateurs et les animateurs avec du matériel bien conçu.

Toutefois, au moment où l'on commençait à récolter les fruits de ce bon travail, le contexte a changé. En effet, dans les années 1990, le Centre a commencé à accueillir de nouveaux immigrants venus de divers horizons,

L'auteur est formateur au Centre N A Rive

bien utiliser les ressources de leur milieu et se constituer un réseau social. Elles sont souvent bâties pour passer au travers des difficultés. En effet, les personnes analphabètes n'ont pas la vie facile. Beaucoup d'entre elles vivent la pauvreté et les mauvaises conditions de vie qui en découlent. Lorsqu'elles occupent un emploi, elles n'ont pas nécessairement de bonnes conditions de travail. Connaissant peu ou mal leurs droits et leurs recours, elles sont plus sujettes à subir des injustices ou à être exploitées. Elles ont peu accès aux loisirs, à la culture et ont moins de possibilités de développer leur potentiel. Elles sont marquées par les préjugés, l'exclusion sociale et les séquelles psychologiques

notamment d'Asie et d'Amérique latine. Ils formaient deux catégories: les uns avaient été alphabétisés dans leur langue maternelle et avaient surtout besoin de cours de francisation; les autres étaient tout à fait analphabètes et entraient d'emblée dans le programme d'alphabétisation.

Cette réalité sociolinguistique a rendu la tâche plus complexe. Beaucoup d'allophones, bien qu'alphabétisés dans leur langue maternelle, ignorent notre système alphabétique, comme c'est le cas avec les Asiatiques. Il fallait non seulement leur apprendre le français, mais aussi les alphabétiser dans cette langue. Dans ce contexte multilingue, l'approche de la langue maternelle ne convenait plus. Une volte-face était nécessaire.

C'est en participant à la fondation du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation, dans les années 1980, que le Centre N A Rive a conçu une approche populaire et «conscientisante» de l'alphabétisation qui l'a grandement aidé à faire face à ces nouveaux défis. À l'instar de Paulo Freire, nous partons du principe «que l'éducation n'est un instrument valable que si elle établit une relation dialectique avec le contexte de la société dans lequel l'homme est enraciné<sup>1</sup>.» Ainsi, nous ne cherchons pas à imposer l'alphabétisation aux apprenants. Au contraire, nous les amenons à prendre conscience par eux-mêmes du besoin de s'instruire et de s'alphabétiser pour pouvoir agir sur leur milieu. Cette démarche s'appuie sur des valeurs axées sur la primauté et l'intégrité de la personne, le respect et la valorisation de l'être. C'est cette philosophie qui a permis au Centre de maintenir le cap en s'adaptant à différentes situations comme le sous-financement, la variabilité de la clientèle, etc.

Aujourd'hui, on constate de nouveaux changements: les salles de classe qui étaient bondées sont maintenant quasiment vides. La pression sociale exercée sur les analphabètes est tellement forte qu'ils se sentent coupables et éprouvent de la gêne et de la honte. Ils fuient les centres d'alphabétisation. Souvent, c'est par l'entremise de notre

que cela entraîne. Mais les personnes analphabètes cherchent à tirer le meilleur parti de ce qui leur arrive, à se créer la meilleure vie possible. Elles sont, elles aussi, animées par la recherche du bien-être et du bonheur.

Pendant toutes ces années comme formateur, j'ai appris à travailler *avec* les participants et non *pour* eux. Travailler *pour*, c'est travailler seul, croire qu'on détient la vérité, qu'on sait et qu'eux ne savent pas. Au contraire, travailler *avec* veut dire être en relation, agir à partir des besoins manifestés par les participants eux-mêmes. ●

programme d'insertion et d'employabilité qu'ils arrivent à intégrer l'alphabétisation, parfois à l'insu de leurs amis à qui ils veulent cacher leur réalité. Ce comportement rend leur formation encore plus difficile, car l'assiduité, la motivation, la persévérance et l'estime de soi font défaut.

Pour renverser cette tendance, le Centre, après avoir mûrement réfléchi, a pris la décision de prendre le virage de «l'alpha-numérique». Ce virage est motivé par les résultats encourageants d'un projet de recherche-expérimentation intitulé *Intégration de l'ordinateur dans la formation de base offerte en milieu de travail*. Axé sur l'usage des technologies de l'information et de la communication en milieu de travail, ce programme a permis aux employés participants de vaincre l'analphabétisme et de découvrir tous les bienfaits de l'alphabétisation.

Ainsi, depuis septembre 2012, nous mettons cette approche en application tout en l'adaptant à notre clientèle, à notre milieu. Avec ce programme, nous comptons atteindre notre objectif premier: vaincre l'analphabétisme chez les participants tout en leur donnant l'occasion d'apprivoiser l'ordinateur, et leur permettre d'être des acteurs dans la société d'aujourd'hui.

Cette approche augmente considérablement leur estime. Ils sont tout à coup fiers de parler à leurs proches de leur formation, du progrès qu'ils ont accompli et des sites Web qu'ils ont visités. Ils développent plus rapidement leur autonomie. Naviguer sur Internet n'est plus un mystère pour eux. Par conséquent, l'apprentissage ne se fait plus uniquement en salle de classe: il se poursuit à la maison, à la bibliothèque et partout. De plus, le fait de pouvoir communiquer par courriel avec leurs proches et leurs amis contribue à briser l'isolement dont souffrent ces personnes tout en poursuivant leur apprentissage.

1. J.-P. Hauteccœur (dir.), *Introduction aux pratiques et politiques en alphabétisation*, Montréal, UQAM, 1985, p. 321.

# Alphabétisation populaire : regard Nord-Sud

Les approches d'alphabétisation populaire développées au Sud, là où une culture orale domine, peuvent enrichir les pratiques d'alphabétisation québécoises. En retour, ces dernières inspirent de nouveaux projets au Sénégal.

## MARTINE FILLION

« Nous avons le grand plaisir d'apprendre que des Québécois suivent la formation Reflect que nous pratiquons au Sénégal. Nous vous encourageons à vous y mettre à fond. C'est extraordinaire. Nous sommes une famille. Bonne réussite! Ici, nous assistons à des ateliers sur la valorisation du savoir-faire de l'apprenant. Nous partageons nos sentiments de bonheur et de malheur en atelier. Nous voyons qu'il est toujours possible d'innover, de résoudre les problèmes et d'adapter son approche. »

MESSAGE DE L'ÉQUIPE D'ALPHADEV, AU SÉNÉGAL,  
AUX FORMATRICES DU QUÉBEC

**A**u mois de février dernier, j'étais à Malika, une banlieue populaire de Dakar au Sénégal. J'y étais pour offrir une formation sur les pratiques participatives à des formatrices, formateurs et superviseurs d'ALPHADEV, un organisme d'éducation non formelle, soit l'équivalent de ce que nous appelons ici l'alphabétisation populaire. Autour de la table, les participants y allaient de leurs questions tantôt sur la gestion d'un groupe multi-niveaux, tantôt sur l'évaluation ou les stratégies à favoriser pour implanter des pratiques d'écriture dans un quotidien dominé par la culture orale.

Au même moment, au Québec, plus précisément à Joliette, une douzaine de formatrices de groupes d'alphabétisation populaire étaient réunies pour participer à une session d'initiation à Reflect<sup>1</sup> (*REgenerated Freirean Literacy through Empowering Community Techniques*), une approche participative en alphabétisation et en *empowerment*. Deux animatrices québécoises, initiées au Sénégal, donnaient la formation.

## L'ÉCHANGE DE SAVOIR-FAIRE

C'est en 2006 que le CECI est venu frapper à la porte du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) avec l'intention d'initier, à travers son programme Uniterra, une rencontre entre des réseaux

1. Pour plus de détails : <reflect-action.org>.



Muriel Faille, *Tout chante son âme*, 2000, bois gravé et métal avec textes et peintures originales sur papier Saint-Gilles

d'éducation non formelle du Sud et des réseaux d'alphabétisation du Nord, et de développer des liens de coopération. L'idée suscita aussitôt la curiosité et l'intérêt des membres du RGPAQ, mais encore fallait-il s'assurer de la pertinence réelle d'un tel projet. C'est ainsi que j'ai eu mon baptême de l'Afrique. Je me suis retrouvée sur le terrain, dans un cercle d'alphabétisation Reflect, les deux pieds dans le sable et entourée de femmes qui s'activent pour s'attaquer au problème du paludisme dans leur quartier. Dès cet instant, malgré des contextes diamétralement opposés, et même si tout se passait en wolof, j'ai su que nous parlions le même langage.

Nous partagions la vision d'une alphabétisation émancipatrice, qui permet de développer un pouvoir sur sa vie et d'intervenir sur son propre environnement par l'action. Rapidement, l'idée d'un partenariat permettant un échange réciproque de savoir-faire s'est imposée. Pour nous, apprendre à se connaître et « se nourrir mutuellement » était une façon stimulante d'aborder la coopération. C'est à la suite de ce premier voyage que nous avons été en mesure de cibler l'approche Reflect comme étant la plus pertinente pour les formateurs d'ici. Une mission au Québec a ensuite permis à nos partenaires sénégalais d'explorer à leur tour nos pratiques, en milieu rural ou urbain, et de déterminer celles qui pouvaient être significatives pour eux.

## L'APPROCHE REFLECT

Reflect se veut une approche participative de l'apprentissage inspirée par la méthode de conscientisation de Paulo Freire et par la Méthode accélérée de recherche participative. Elle met de l'avant un ensemble d'outils d'animation

L'auteure est responsable de la formation à l'Atelier des lettres, à Montréal

sociale s'appuyant souvent sur des éléments visuels pensés pour la communication orale qui se révèlent très utiles pour des formatrices dont le quotidien est largement régi par la culture écrite, comme c'est le cas au Québec. À travers des démarches d'animation et d'analyse, l'objectif est de créer un espace où les gens discutent et agissent sur les questions et enjeux importants de leur vie. L'apprentissage du code écrit se greffe au renforcement des habiletés de communication. On vise une participation significative des populations visées. Pour nous, le lien avec l'alphabétisation populaire ne peut être plus direct.

Que l'on soit au Nord ou au Sud, pour qui s'intéresse à l'analphabétisme, les dénominateurs communs restent les questions liées à la pauvreté, l'exclusion, la santé et l'exercice de la citoyenneté.

## DES RESSEMBLANCES, DES PARTICULARITÉS

Que l'on soit au Nord ou au Sud, pour qui s'intéresse à l'analphabétisme, les dénominateurs communs restent les questions liées à la pauvreté, l'exclusion, la santé et l'exercice de la citoyenneté. Au Québec, nous abordons abondamment ces questions dans le domaine de la formation des adultes. La création d'une importante banque de matériel didactique en résulte. Au Sud, ces mêmes questions sont plutôt abordées à travers des projets d'animation sociale très bien conçus. Nos expériences terrain divergent, mais à l'heure du partage, on se rend compte à quel point nous sommes complémentaires.

Au cours des 30 dernières années, les groupes d'alphabétisation populaire du Québec ont conçu des approches et des projets novateurs destinés aux adultes. Tout était à inventer, car le seul matériel pédagogique existant était destiné aux enfants. Il a fallu adapter et créer de nouveaux outils – une riche banque de matériel – afin de répondre adéquatement aux besoins spécifiques des adultes analphabètes en situation d'apprentissage. L'alphabétisation populaire est à la base d'un changement : elle doit être non scolaire et se fait donc à travers des projets créatifs – arts visuels, théâtre, expositions, livres, documentaires – où l'apprentissage dépasse les limites strictes du code écrit pour devenir un lieu d'expression.

Les initiateurs d'ALPHADEV ont pour leur part mis au cœur de leurs pratiques l'approche Reflect, au point d'en devenir des spécialistes incontestés en Afrique de l'Ouest. Ils offrent un espace de réflexion et d'action aux femmes qui se réunissent dans les cercles d'alphabétisation. À travers une série d'outils d'animation sociale, celles-ci arrivent à poser un regard critique sur leur environnement et se dotent de plans d'action pour agir et modifier le cours des choses.

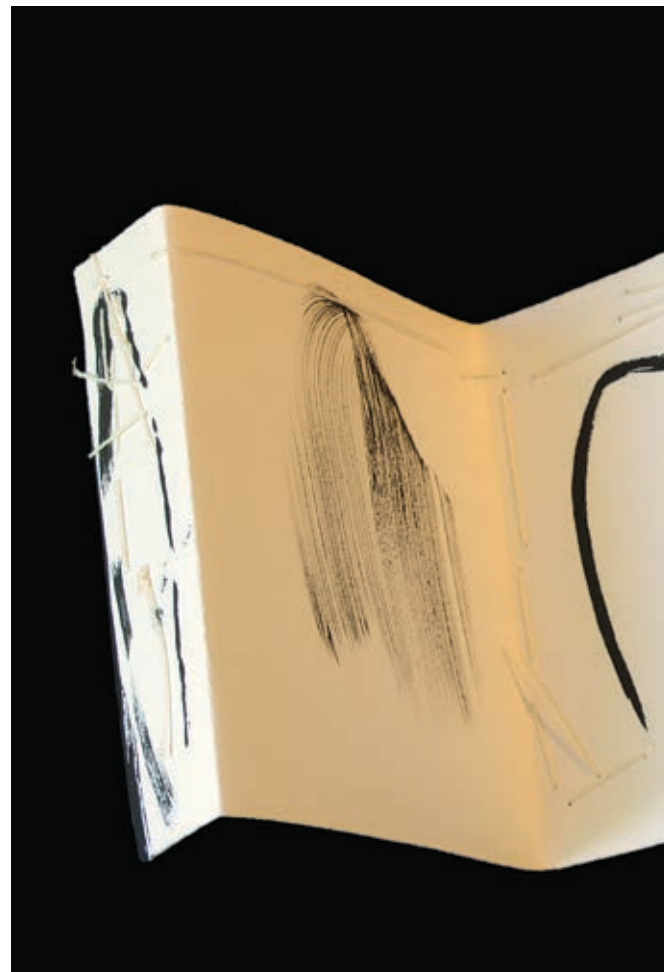
C'est après avoir visité divers groupes au Québec qu'ALPHADEV a mis sur pied un centre d'apprentissage populaire multiservices qui s'inspire largement de l'expérience vécue au Québec. S'en sont suivi différentes mis-

sions avec des personnes expérimentées appartenant au réseau d'alphabétisation québécois, afin de les guider dans la consolidation de leur centre. En plus des approches participatives que nous avons mises en œuvre, notre utilisation des technologies de l'information et de la communication en alphabétisation ainsi que notre travail auprès des familles intéressent aussi particulièrement nos partenaires.

Quant au RGPAQ, à la suite de missions de formation pour maîtriser l'approche Reflect, des efforts soutenus ont été multipliés en vue d'intégrer celle-ci à ses pratiques. Plusieurs formations (au Sénégal et au Québec), des rencontres-échanges, un document d'expérimentation Reflect relatant les

expériences faites au Québec ainsi que la création d'un réseau permanent d'échange en découlent.

Au tout départ, j'avais l'idée que nous étions dans des barques différentes et que nous ramions dans la même direction. Au bout de six ans de travail, nous pouvons voir qu'aujourd'hui, les pratiques s'entremêlent. En le constatant, j'ai envie de dire que nous sommes maintenant dans la même embarcation, les yeux fixés sur un même horizon. ●



# Lire et écrire à l'ère du numérique

En plus de poser d'importants défis aux personnes ne sachant ni lire ni écrire, l'expansion des technologies de l'information et de la communication crée une nouvelle catégorie d'analphabètes : ceux du numérique.

## HERVÉ FISCHER

L'analphabetisme, considéré comme un problème de dysfonctionnement social méritant notre grande attention, n'était pas, à l'origine, un problème de pauvreté. Ce concept n'existait pas encore lorsque les aristocrates et le roi lui-même se targuaient de se faire faire la lecture à haute voix plutôt que de lire par eux-mêmes, et avaient un secrétaire pour écrire. On pourrait dire que c'est la généralisation de l'imprimerie qui a créé un analphabetisme inconnu des sociétés de communication orale. Et on notera que depuis l'invention de Gutenberg, en 1454, c'est-à-dire plus de cinq siècles plus tard, nous devons encore aujourd'hui compter avec un cinquième de la population

mondiale qui serait analphabète à divers degrés. Le progrès est donc très lent, alors même qu'il met en jeu un mode d'inclusion sociale, d'égalité des chances et de développement individuel majeur. On peut dire que l'analphabétisme demeure un enjeu collectif prioritaire, alors que l'imprimé est devenu un mode de communication sociale omniprésent.

## LES PROMESSES DU NUMÉRIQUE

On a prétendu que l'avènement de la communication numérique et son essor fulgurant inaugurerait une « ère de nouvelle oralité » qui résoudrait de fait en partie le problème de l'analphabétisme, avec la fin annoncée du papier imprimé et la généralisation de la civilisation de l'image et du multimédia électronique. En effet, les écrans d'ordinateurs et de téléphones fonctionnent de plus en plus non pas avec du texte, mais avec des icônes qui sont facilement reconnaissables et utilisables, même par ceux qui ne savent pas lire. C'est le cas, par exemple, du Simputer, ce petit ordinateur commercialisé en Inde, qui se vendra bientôt pour 100 dollars, connectable à Internet, et qui comporte un écran tactile avec des icônes lui permettant d'afficher des menus compréhensibles à une population encore fréquemment analphabète et partagée entre près d'une vingtaine de langues différentes.

Il est vrai aussi qu'environ 20% des êtres humains utilisent déjà un ordinateur et Internet, alors que la création du Web ne date que de 1995; 20% en 20 ans, c'est très rapide et prometteur. Beaucoup plus rapide que le développement de la lecture et de l'écriture depuis 500 ans. Et il est raisonnable de prévoir que cet élan va continuer avec les nouvelles générations, les *natifs* du numérique, beaucoup plus enclins à adopter les nouvelles technologies que les *immigrants* du numérique, les générations déjà actives avant son émergence et qui peinent souvent à s'y adapter. Ce taux de pénétration mondiale pourrait atteindre les 50% d'ici 50 ans, estime-t-on, moins par la généralisation des ordinateurs que par celle des téléphones mobiles intelligents.

Mais conclure que l'analphabétisme reculerait grâce au numérique est d'une naïveté consternante. D'abord, le développement du numérique atteindra un taux de saturation autour de 60% à 70% de la population mondiale en raison de la

L'auteur, artiste et philosophe, a publié plusieurs ouvrages dont *Le choc du numérique* (VLB, 2001) et *CyberProméthée* (VLB, 2003)



Muriel Faille, *Eau*, 2009, encre de Chine sur papier BFK Rives et cordes

fracture économique, que des prévisions trop optimistes n'admettent pas volontiers aujourd'hui. Avec un revenu quotidien d'un ou deux dollars par jour, qui est encore le lot d'un milliard et demi de personnes (et qu'on ne se donne pas les moyens d'améliorer, bien au contraire, sous la gouverne du néolibéralisme), on voit mal comment cette limite pourrait être repoussée.

Il faut donc se méfier des gourous et des grandes sociétés de prévision payées pour nous annoncer un avenir radieux. Ils raisonnent selon la seule logique technocommerciale. Certes, cet « analphabétisme de seconde génération », comme on appelle l'incapacité à utiliser le numérique, et qui est aujourd'hui dû à la fois à l'écart générationnel et à la fracture économique, se résorbera en partie avec l'arrivée des nouvelles générations. Mais la fracture économique et sociale demeurera un facteur majeur d'analphabétisme, tant traditionnel que numérique.

Nous allons donc devoir faire face dorénavant à un double analphabétisme. Dans le nouveau contexte social d'économie du savoir et du numérique, économie dont on n'a cessé de nous dire qu'elle sera la locomotive de l'emploi dans nos sociétés postindustrielles, les analphabètes « traditionnels » sont en quelque sorte sommés de s'adapter, sous peine de se voir précarisés encore davantage, exclus

d'une nouvelle économie dans laquelle ils partent dans bien des cas avec un double désavantage (car il faut tout de même savoir lire et écrire pour apprendre à maîtriser le numérique dans un cadre professionnel).

## SOCIÉTÉ DE L'ÉCRIT 2.0

En outre, même si on peut espérer que l'attractivité des nouveaux outils numériques, beaucoup plus ludiques et puissants que le livre traditionnel, incitera beaucoup d'utilisateurs analphabètes à se familiariser davantage avec eux, il faut bien admettre que, paradoxalement, le numérique est loin de créer une « société orale », comme le prédisaient certains gourous un peu naïfs. Il crée au contraire un usage beaucoup plus grand de la lecture et de l'écriture que ne le fit l'invention de Gutenberg. Ainsi, contrairement à ce qu'on affirme, on typographie du texte plus que jamais. Et force est de constater que nous n'avons jamais tant écrit ni tant lu qu'aujourd'hui. Nous passons quotidiennement des heures à naviguer sur Internet, à lire et à écrire des courriels et des messages sur nos écrans de téléphone, à clavarder, à rédiger et à envoyer des CV, à enregistrer et à lire des informations sur les plateformes des médias sociaux, à produire du contenu sur les sites Web 2.0, etc. On écrit plus sur Internet qu'on n'a jamais écrit sur du papier. Même les jeunes sont devenus hyperactifs, apprenant par nécessité à

## POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

### LIVRES

- BÉLISLE, Rachel, *Écrire, lire et apprendre à l'âge adulte*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012.
- BLAIS, Hélène, *Analphabète ou allographe? Pour une vision renouvelée de l'analphabétisme et de l'alphabétisation*, Montréal, Éditions Logiques, 1995.
- EBRAHIMI, Mehran et TODD, Emmanuel (dir.), *La mondialisation de l'ignorance. Comment l'économisme oriente notre avenir commun*, Montréal, Isabelle Quentin éditeur, 2000.
- FILLION, Martine, ALBERT Jacques et al., *De l'enfance à l'espoir*, Montréal, Atelier des lettres, 2010.
- FISCHER, Hervé, *Le choc du numérique*, Montréal, VLB éditeur, 2001.
- FREIRE, Paulo, *La pédagogie des opprimés*, Paris, Éditions Maspéro, 1974.
- LAMARRE, Clode, *Défendre nos droits*, Montréal, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, 2005.

### ARTICLES ET REVUES

- AKTOUF, Omar, « L'analphabétisme, le néolibéralisme et la nouvelle économie: un dangereux paradoxe pour nos sociétés? », *Cahier de recherche (HEC)*, vol. 20, n° 98, novembre 1998.
- Le Devoir*, cahier spécial sur l'alphabétisation, 1<sup>er</sup> et 2 septembre 2012; cahier spécial « Éducation et formation des adultes », 30 mai 2013.
- Le Monde alphabétique*, revue publiée par le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec.
- Relations*, C. Tremblay, « Savoir lire peut-il changer une vie? », n° 750, août 2011; J. Berthelot, « Entre rhétorique éducative et politiques marchandes », n° 667, mars 2001.
- RICHMOND, M., ROBINSON, C., SACHS-ISRAEL, M., « Le défi mondial de l'alphabétisation. Bilan de l'alphabétisation des jeunes et des adultes à mi-parcours de la Décennie des Nations unies pour l'alphabétisation 2003-2012 », UNESCO, 2009.

VEENHOF, B., CLERMONT, Y. et SCIADAS, G., *Littérature et technologies numériques: liens et résultats*, Statistique Canada, 2005.

### FILM

*Nou, les écrivains*, d'Abraham Lifshitz et Simon Trépanier, Québec, 2011.

### SITES WEB

- <analphabétisme.onf.ca>: *Des maux illisibles*, essai interactif sur les réalités de l'analphabétisme, en collaboration avec *Le Devoir*.
- <cdeacf.ca>: Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine
- <fondationalphabetisation.org>
- <icea.qc.ca>: Institut de coopération pour l'éducation des adultes
- <ensemble.rgpaq.qc.ca>: *Ensemble contre l'analphabétisme*, campagne du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec

maîtriser un minimum d'orthographe, voire des codes savants d'écriture abrégée pour les messages « texto ». Tous les détenteurs d'un ordinateur disposent en fait d'une petite machine à imprimer. On estime à plusieurs milliards le nombre de claviers d'ordinateurs actifs sur la planète, incluant les claviers de téléphones et d'innombrables équipements et gadgets. La commande vocale demeure rare.

Alors qu'on nous disait que le livre disparaîtrait, les bibliothèques virtuelles sont en plein essor, proposant toujours des livres, certes numériques, mais désormais accessibles partout via Internet, y compris dans les campagnes ou en région éloignée. C'est par ailleurs en milliards de pages que l'on compte les sites Web. En bref, nous nageons, nous surfons, nous plongeons dans un océan de lettres et de mots. Paradoxalement, et contrairement à la prophétie de McLuhan nous annonçant la fin de la parenthèse Gutenberg et le retour de l'oralité du fait de la généralisation des médias électriques (il pensait alors au téléphone, à la radio, à la télévision), nous connaissons une deuxième phase du développement de l'alphabétisme. Beaucoup plus extensive que la première, celle-ci est encore plus immersive du fait de l'émigration massive des populations rurales vers les agglomérations urbaines, de la généralisation des services publics avec support papier ou numérique nécessitant de savoir lire et écrire pour avoir accès à sa propre identité civile, remplir d'innombrables formulaires pour payer ses impôts, obtenir une assurance, des services de santé et, finalement, gérer toute sa vie quotidienne, professionnelle et familiale dans des mégastuctures bureaucratiques anonymes. Fini le temps où l'on pouvait régler tous ces problèmes oralement avec les chefs du village et avec ses voisins.

Le numérique n'est pas seulement un nouveau problème qui s'ajoute à l'analphabétisme traditionnel. Il est aussi une partie de la solution.

Mais le numérique n'est pas seulement un nouveau problème qui s'ajoute à l'analphabétisme traditionnel. Il est aussi une partie de la solution. Car il devient notre meilleur allié – y compris à l'école – pour réduire l'analphabétisme. Nous observons qu'il est un outil efficace de motivation des jeunes pour lire et écrire sur les médias sociaux. Il permet aussi, grâce à la séduction qu'il exerce sur eux – sa magie ludique – de ramener vers l'école des jeunes qui l'avaient quittée trop tôt, les décrocheurs rebelles à la pédagogie traditionnelle livresque et aux efforts qu'elle implique.

Le numérique permet aussi, grâce à des didacticiels attrayants et efficaces, de faciliter le travail des enseignants et l'apprentissage de la lecture et de l'écriture dans les centres d'éducation pour les adultes. C'est la vertu du numérique d'offrir les moyens d'une nouvelle pédagogie interactive, ludique, multimédia et donc plus attrayante et

certainement plus efficace pour aider les groupes sociaux défavorisés, jeunes ou adultes, à accomplir l'effort persévérant qu'exige nécessairement toute alphabétisation, et donc à accéder à l'inclusion sociale qu'exige la vie moderne.

Il demeure que le numérique n'est pas la baguette magique qu'on prétend et qu'il ne résoudra pas la fracture économique, cet écart souvent grandissant entre les riches et les pauvres que nous déplorons aujourd'hui comme toujours, et même plus que jamais dans la jungle du néolibéralisme qui prétend s'imposer à nous. Ce n'est pas une technologie qui aura ce pouvoir, même si elle est extraordinairement puissante. C'est du développement de notre éthique planétaire et de l'engagement de chacun, beaucoup plus déterminants, mais beaucoup plus incertains que le progrès de la technologie, que dépend l'avenir de l'humanité. ●

Depuis sa création en 1990, la ligne de référence *Info-Alpha* a guidé 65 000 personnes désireuses de retourner en formation de base.

La Fondation pour l'alphabétisation a besoin de votre soutien pour poursuivre cette mission.  
Donnez généreusement : [fondationalphabetisation.org/donnez](http://fondationalphabetisation.org/donnez)  
ou (514) 289-1178 poste 235.

**infoalpha**  
1 800 361-9142

 **Fondation pour  
l'alphabétisation**  
Des mots d'espoir



# Tchéchénie : un conflit en mutation

Depuis la révélation de l'identité des frères Tsarnaev, auteurs présumés de l'attentat de Boston, en avril 2013, la Tchétchénie, foyer de tension depuis de nombreuses années, est de nouveau sous le feu des projecteurs.

**PIERRE JOLICOEUR**

L'auteur est directeur du Département de science politique du Collège militaire royal du Canada à Kingston

La Tchétchénie est une république de la Fédération de Russie, située sur le versant nord du Caucase et peuplée d'environ 1,3 million d'habitants. Elle est assez petite (deux fois la taille de l'île d'Anticosti), montagneuse au sud et à majorité musulmane. Elle est frontalière à l'ouest avec le Daguestan, à l'est avec l'Ingouchie et l'Ossétie du Nord, et au sud avec la Géorgie. Son passé est marqué par de nombreux conflits qui l'ont rendue tristement célèbre d'abord en Russie, mais aussi dans le monde.

## L'ORIGINE DES CONFLITS

Ce n'est qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle que la Russie, sous la houlette du tsar Nicolas I<sup>er</sup>, envahit le Caucase et prend le contrôle des régions que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de Tchétchénie et de Daguestan. Depuis lors, les Tchétchènes ont toujours été animés par la flamme séparatiste qui leur a permis d'opposer une féroce résistance à la conquête russe. Après la révolution bolchévique, en 1922, la

Tchéchénie devient une région autonome au sein de l'Union soviétique. Après avoir fusionné avec la région autonome d'Ingouchie, elle acquiert le statut de république en 1936. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Tchétchènes font partie de la quinzaine de nationalités accusées par Staline de collaboration avec les nazis. Environ 600 000 d'entre eux sont déportés en moins de six jours vers la Sibérie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et d'autres régions d'Asie centrale. La république est dissoute et ne sera rétablie qu'en 1957 par Khrouchtchev, qui a autorisé les exilés à revenir dans leur patrie.

Ces différents épisodes d'opposition au contrôle russe de leurs terres ont solidement influencé la culture de ce peuple de résistants qui exulte les valeurs guerrières et s'enorgueillit d'avoir toujours résisté à l'occupation. La résistance, dans sa dimension historique et mythique, constitue l'élément central de la consolidation nationale. Le discours identitaire tchéchéne est entièrement centré sur les facteurs sociaux qui favorisent cette résistance, qu'il s'agisse des valeurs traditionnelles claniques ou de l'islam. En Tchétchénie, la liberté est érigée en véritable culte de la dignité personnelle. Les paroles échangées par les Tchétchènes pour se saluer traduisent cet esprit d'indépendance : «Viens, homme libre!»

## LES GUERRES RÉCENTES

En 1991, alors que l'URSS est en état de déliquescence, Djokhar Doudaev, un général tchéchéne, prend le pouvoir à Grozny, la capitale, et proclame l'indépendance. L'année suivante, la

Tchéchénie se sépare de l'Ingouchie et le général Doudaev mène une vigoureuse politique nationaliste antirusse. Les républiques voisines demandent au président russe de l'époque, Boris Eltsine, d'intervenir.

C'est le début de la première guerre de Tchétchénie. L'armée russe prend Grozny, en mars 1995, malgré une résistance farouche. Les indépendantistes tchéchènes ne faiblissent pas et se radicalisent à travers des attaques spectaculaires comme la prise d'otages de Boudennovsk, en Russie, en juin 1995, suivie par celle de Kizliar, au Daguestan, en janvier 1996. La brutalité de la répression contribue à renforcer la radicalisation des Tchétchènes et la mutation de leur nationalisme en djihadisme. En 1996, un accord de paix signé entre la Russie et la Tchétchénie – l'accord de Khassaviourt, signé pendant la campagne électorale présidentielle russe, dont Eltsine est ressorti victorieux en partie grâce à cette entente – prévoit le retrait des troupes russes ainsi que l'organisation d'élections libres en Tchétchénie, tout en repoussant à 2001 la définition du statut de la république tchéchéne.

Une vague d'attentats commis dans plusieurs villes de Russie, en septembre 1999, amorce la deuxième guerre de Tchétchénie. Bien qu'il n'en ait jamais fourni la preuve, le Kremlin attribue les cinq attentats, qui ont fait 290 morts, aux indépendantistes tchéchènes. Dans le même temps, l'intrusion de forces tchéchènes au Daguestan voisin – où elles ont occupé deux villages et déclaré vouloir fonder une république islamique – incite Vladimir Poutine à envahir la république caucasienne, qualifiant l'opération d'«anti-terroriste», un terme au goût du jour. C'est la guerre en Tchétchénie qui permet à Poutine, alors directeur du Service fédéral de la Sécurité (FSB, ex-KGB), de prendre les rênes du pays en





tières de la Tchétchénie, les attentats étant davantage perpétrés dans les républiques caucasiennes voisines ou ailleurs en Russie. Ensuite, on observe une «dé-ethnisation» de la résistance tchétchène. Ce ne sont plus uniquement des Tchétchènes qui participent aux attentats, mais également des individus issus des divers groupes ethniques de la région (Avars, Ingouches, etc.).

La poursuite de la rébellion tchétchène, malgré l'essoufflement de sa dimension sécessionniste, se transforme de manière inquiétante et le radicalisme islamique y gagne en importance. La Russie essaie d'ailleurs d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la présence de forces islamistes dans la région depuis de nombreuses années. Par ailleurs, les attentats de Boston pourraient constituer l'amorce d'une tentative d'internationalisation du conflit. Cette interprétation viendrait renforcer l'idée que le conflit a perdu son caractère purement sécessionniste, car la «zone de combat» ne se limite plus au terrain ennemi, à savoir la Russie. Une véritable internationalisation du conflit est toutefois peu probable. Les puissances occidentales n'ont clairement pas l'intention de s'impliquer dans ce qu'elles continuent de percevoir comme une affaire interne à la Russie.

Il faut cependant retenir que la région du Caucase du Nord n'est toujours pas stable. On ne peut exclure que d'autres actes terroristes risquent d'y être perpétrés prochainement. Ceci pourrait venir jeter une ombre sur la décision du Comité international olympique de confier à la Russie, et particulièrement à Sotchi –limitrophe de cette région– l'organisation des Jeux olympiques d'hiver 2014. Une chose est sûre, la Russie devra redoubler d'efforts pour assurer la sécurité des Jeux, déjà les plus coûteux de l'histoire, et dont la facture risque encore une fois d'être révisée à la hausse. ●

tant que premier ministre, après plusieurs années d'instabilité gouvernementale.

S'agit-il de deux guerres distinctes ou d'une seule? La question se pose. Si les autorités russes et les dirigeants indépendantistes tchétchènes ont signé, le 31 août 1996, l'accord de Khassaviourt mettant fin aux hostilités du premier épisode guerrier, le Kremlin n'a jamais véritablement misé sur son application. Les fonds nécessaires à la reconstruction de la république n'ont pas été débloqués et les pourparlers en vue de l'adoption d'un statut définitif n'ont jamais eu lieu. Quant à l'armée russe, elle remâchait son humiliation et rêvait de revanche. Faut-il alors s'étonner de l'anarchie qui a régné pendant les trois ans séparant les deux épisodes guerriers dans une région en ruine dont les seuls revenus provenaient de trafics en tous genres et dont les dirigeants n'avaient aucune expérience du pouvoir?

La reprise des hostilités, à l'automne 1999, peut donc être envisagée comme la suite directe du premier conflit et non comme une nouvelle guerre. La répression contre les Tchétchènes a été d'une grande sauvagerie. On estime que 100 000 personnes sont mortes et que 400 000 ont fui au cours des années de guerre. Une fois la rébellion écrasée, en février 2000, Poutine instaure la gouvernance directe de Moscou dans la République tchétchène.

Les attaques terroristes se poursuivent néanmoins et, chaque fois, Mos-

cou ne fait pas de quartier, n'hésitant pas à sacrifier les otages en même temps que les kidnappeurs. Ce fut le cas au théâtre de la Doubrovka, à Moscou, en 2002 (169 morts, dont 129 spectateurs) et dans une école primaire à Beslan, en Ossétie du Nord, en 2004 (330 personnes, dont la moitié étaient des enfants).

#### QU'EN EST-IL AUJOURD'HUI?

Installé au pouvoir en Tchétchénie par le Kremlin, le régime de Ramzan Kadyrov –que de nombreuses organisations de défense des droits de la personne accusent de torture, d'assassinats et d'enlèvements– n'a pas mis fin aux tensions. En 2009, Kadyrov a annoncé la «fin de l'insurrection», mais des groupes djihadistes persistent dans la région. Sous la chape de plomb de ce régime, l'incompréhension demeure entre la population tchétchène et un gouvernement pro-Kremlin qui s'obstine à dompter ce désir d'indépendance, historiquement ancré dans l'histoire de cette république.

Si l'on peut parler actuellement d'une certaine stabilisation de la situation en Tchétchénie –les attentats, les enlèvements d'étrangers et les demandes de rançon sont devenus plus rares–, celle-ci est largement attribuable au climat de terreur imposé par le président Kadyrov et ses miliciens. Cette réalité ne devrait toutefois pas cacher la régionalisation du conflit, amorcée depuis longtemps. D'abord, celui-ci a toujours débordé les fron-

Les enfants oubliés  
de Tchétchénie,  
Grozny, 31 décembre  
2005. Photo: AP/  
Musa Sadulajew



# Sofialorène, si loin de la délivrance

TEXTE : MARIE-CÉLIE AGNANT

ILLUSTRATION : RONALD MEVS

Les parents de Mademoiselle l'encourageaient quotidiennement à se rendre à pied à l'école. Excellent pour sa santé, clamaient-ils, et, somme toute, pas si pénible puisque Sofialorène l'accompagnait et portait ses livres. Grande, forte, et surtout bien replète, Mademoiselle allait sur ses 11 ans. Sofialorène, elle, en avait peut-être huit à en juger à son apparence chétive – bien que ce terme soit plutôt faible pour décrire celle que l'on nommait plus couramment Sofia et qui affichait les signes les plus évidents d'une malnutrition sévère. Sofialorène faisait donc partie de ces enfants de l'en dehors, mal nourris déjà dans le sein maternel et qui aboutissaient dans les familles plus fortunées pour servir de bêtes de somme, comme si, pour eux, ce destin était tout tracé. Ils arrivaient, sans âge, ou plutôt avec l'âge que leur conférait la misère et, avec pour tout bagage, un prénom, souvent glané on ne sait où par de malheureux parents convaincus qu'un nom à consonance grandiose ne pouvait qu'influer de manière positive sur la destinée de leur progéniture.

Tous les matins, devant le portail du collège, Sofialorène tendait à Mademoiselle son cartable bourré de livres et de cahiers. Sans un mot, Mademoiselle s'en emparait, lui tournait le dos et pénétrait dans la cour de l'école. Pendant quelques minutes, Sofialorène se tenait debout, complètement atone, voûtée, ses petites mains déjà tout abimées, ses doigts rabougris aux ongles cassants, agrippés à la barrière de métal. Fêtu de paille perdu dans un océan de questions sans réponses, les yeux

noyés, Sofia regardait fixement cette frontière définitive dressée contre elle, la séparant de ce qu'elle considérait comme le plus grand, le plus puissant des bonheurs : l'école. Puis, seule dans ses vêtements rapiécés, elle retournait sur ses pas.

À onze heures trente précises, Sofia reprendrait le chemin pour porter le repas de Mademoiselle puis, à seize heures, elle reviendrait une fois de plus reprendre le cartable que, sans un mot, Mademoiselle lui tendrait. Elle le porterait sur la tête cette fois-ci, ses bras maigres, à cette heure de la journée, n'en pouvant plus de fatigue. Sur le chemin, Sofia déambulerait comme toujours à quelques pas de Mademoiselle, son petit corps de huit années éteint; ses yeux emplis d'une incroyable fièvre.

Mais un matin, un vent dément se mit à souffler de toutes ses forces, saccageant tout. Le ciel annonçait l'orage. Lourd, pesant, il pendait si bas qu'on aurait cru qu'il allait à tout moment s'abattre sur la terre. Des trombes d'eau, bientôt, se mettraient à tomber. Mademoiselle, ce jour-là, conduite par papa et maman, partit donc en voiture. Pour cause, Sofialorène ne put l'accompagner. En ce matin d'orage, Sofia suivit longuement du regard le véhicule qui s'en allait, emportant Mademoiselle.

L'auto longea l'allée. Sofia la vit tourner. Crissement des pneus, puis : le dé clic. Dans l'âme de Sophia, soudain, la tempête se mit aussi à faire rage. Les mêmes tourbillons, la même violence qui planait dans l'air s'engouffra dans son corps menu. La même folie indicible qui, dehors, s'était emparée des éléments, s'est mise à déferler en elle, avec la même furie. Au-dedans d'elle, un fracas irréal,



Partage, 2009, technique mixte sur papier

des lames de fond l'envahissaient, surgissant d'on ne sait quel océan. Ces lames l'emportaient loin de la vie, loin de l'espoir, de la lumière... loin de tout, car tout se trouvait dans le cartable de Mademoiselle: ses rêves d'ailer et d'horizons, son espérance, tout cela s'était maintenant envolé. Cruel abandon! Comment croire que tout cela lui avait été enlevé? Sans ce cartable dans les bras, comment vivre, se demandait Sofialorène, hurlant son désespoir? Comment poursuivre, comment exister avec dans le ventre cette brutale dépossession? Sofia ne savait plus si elle avait perdu la raison ou sa raison d'être. Elle ne savait qu'une chose, ce matin-là: c'est qu'elle n'était rien sans ce cartable, rien d'autre qu'un cri. Un cri qui se déversait en elle et sortait d'elle tout à la fois; un cri qui fouaillait son cœur, cherchant son chemin au centre de ses os, un cri qui courait en elle, comme jaillissant d'une saignée.

Le cri était son mal et le nourrissait; le cri était sa voix et sa seule et unique voie, car Sofialorène, encore enfant, ne savait pas encore qu'elle aurait à crier toute sa vie. Qu'elle allait vivre une éternité de cris que nul n'entendrait. Elle ne savait pas que dans cette vie, on lui prendrait tout; qu'on ne lui laisserait que les ténèbres. Les ténèbres et son cri. Elle criait déjà quotidiennement au rythme des coups de la maîtresse de maison; elle aurait à crier bientôt sous les assauts des hommes de la maison – père et fils. Elle crierait en vain pour implorer la pitié des silhouettes assassines qui, depuis sa naissance, font la ronde autour d'elle. Elle crierait encore et encore. Sans parole. Sans voix. Sans lumière... et si loin de la délivrance. ●

## PROCHAIN NUMÉRO

Le numéro d'octobre-novembre de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies le 18 octobre. Pensez à le réserver. Il comprendra notamment un dossier sur

# les municipalités et la démocratie

Le monde municipal au Québec traverse une zone de turbulence. Les enquêtes de l'Unité permanente anticorruption et la commission Charbonneau, entre autres, révèlent au grand jour des problèmes qui minent depuis longtemps la vie démocratique municipale. Entre corruption, abus de pouvoir, emprise des promoteurs sur des élus, désengagement citoyen, cynisme et médias locaux souvent complaisants, le lien de confiance entre citoyens et élus semble compromis, voire brisé. À l'approche des élections municipales, ce dossier se penchera sur les causes structurelles du malaise tout en réfléchissant aux moyens de redresser la barre, en région comme dans la métropole.



Photo : © Pierre Crépô

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Internet : <[www.revuerelations.qc.ca](http://www.revuerelations.qc.ca)>.



À lire aussi dans ce numéro :

- un débat sur les intellectuels au Québec;
- une réflexion sur la Commission de vérité et réconciliation pour les peuples autochtones;
- un regard sur la Bosnie;
- le carnet de Naïm Kattan;
- la chronique littéraire de Marie-Célie Agnant;
- les œuvres de notre artiste invité, le photographe Pierre Crépô.

E A E A	S N P	S L S P	E I R	E T I R	E N G E	D N	U A R N	N E E N	T C

### Secret de polichinelle

Placez les lettres de chaque colonne dans la case appropriée de manière à former une phrase complète. Les mots sont séparés par une case noire.

— ALLIANCE  
DES PROFESSEURES  
ET PROFESSEURS  
DE MONTREAL —



# Vieillir dans la rue

De plus en plus de personnes âgées vivent dans la rue et ont recours à des ressources d'hébergement. Une situation inquiétante encore trop mal connue.

**JEAN GAGNÉ ET MARIO POIRIER**

L'avenir n'est pas rose pour tous les baby-boomers, bien que cette génération est à plusieurs égards l'une des plus choyées. L'Institut de la statistique du Québec nous a déjà prévenus: 11% des personnes nées entre 1946 et 1955 se retrouveront éventuellement à la retraite sans provision financière suffisante et 5% (soit 60 000 d'entre elles) devraient être considérées très vulnérables à cet égard<sup>1</sup>. De plus, les plus démunis risquent d'être bientôt confrontés aux contraintes liées à la nouvelle réglementation de la sécurité du revenu du Québec. Celle-ci consiste à repousser de 55 à 58 ans le moment où on leur accordera enfin un supplément de prestation d'aide sociale en raison des contraintes à l'emploi qu'impose le vieillissement. Les plus jeunes de la cohorte seront pour leur part rattrapés par les récentes modifications faites au programme canadien de la Sécurité de la vieillesse, qui repoussera progressivement, d'ici une dizaine d'années, l'âge d'admissibilité de 65 à 67 ans. Entretemps, les annonces récentes de fermetures d'usines – l'une de croustilles à Lachine, l'autre d'appareils ménagers à l'Assomption, totalisant 1500 travailleurs âgés d'une cinquantaine d'années en moyenne – ne sont pas de bon augure. Déjà, l'hiver dernier, des organismes dédiés aux personnes sans-abri de Montréal, l'Auberge Madeleine et le Pas de la rue, sensibilisaient le public à l'augmentation du nombre de personnes de plus de 50 ans vivant des situations d'itinérance à Montréal.

## VIEILLISSEMENT PRÉMATURÉ

Le phénomène de l'itinérance des aînés est documenté ailleurs au Canada, aux États-Unis et dans plusieurs autres pays riches. Pour vérifier si leurs observations étaient partagées par le milieu local et s'appliquaient au Québec, nous avons entrepris une recherche auprès des intervenants des organismes communautaires et d'établissements publics.

Cette recherche est encore en chantier, mais les événements économiques et les décisions politiques des derniers mois nous poussent à révéler immédiatement certaines données issues de la littérature spécialisée et de quelques-unes de nos observations glanées directement sur le terrain.

Vivre dans la rue n'est jamais une situation de tout repos, mais arrivé à un certain âge, cela devient encore plus intenable: «Dans la rue, on vieillit vite mais on meurt jeune<sup>2</sup>.» L'espérance de vie d'une personne en situation d'itinérance est de 10 à 20 années en deçà de celle de la population en général. Dans les études américaines et européennes, la barre de franchissement du troisième âge pour les personnes qui sont à la rue est fixée à 50 ou 55 ans. Ce vieillissement prématuré est aussi constaté par la dizaine d'intervenants et de responsables de ressources publiques ou communautaires que nous avons interrogés sur le sujet.

Que l'on soit jeune ou vieux, vivre dans la rue présente un risque élevé de contracter diverses maladies physiques et mentales liées à la promiscuité sociale, à la mauvaise alimentation, à l'exposition quotidienne à des températures extrêmes, au sentiment constant d'insécurité ou, simplement, parce que l'on ne dispose pas des moyens et des ressources adéquates pour se soigner. Mais plus que les jeunes, les itinérants âgés sont susceptibles d'être affectés par plusieurs problèmes de santé en même temps. La

Plus que les jeunes, les itinérants âgés sont susceptibles d'être affectés par plusieurs problèmes de santé en même temps. La majorité souffre d'au moins une maladie chronique et de problèmes de santé mentale tels que l'anxiété et la dépression.

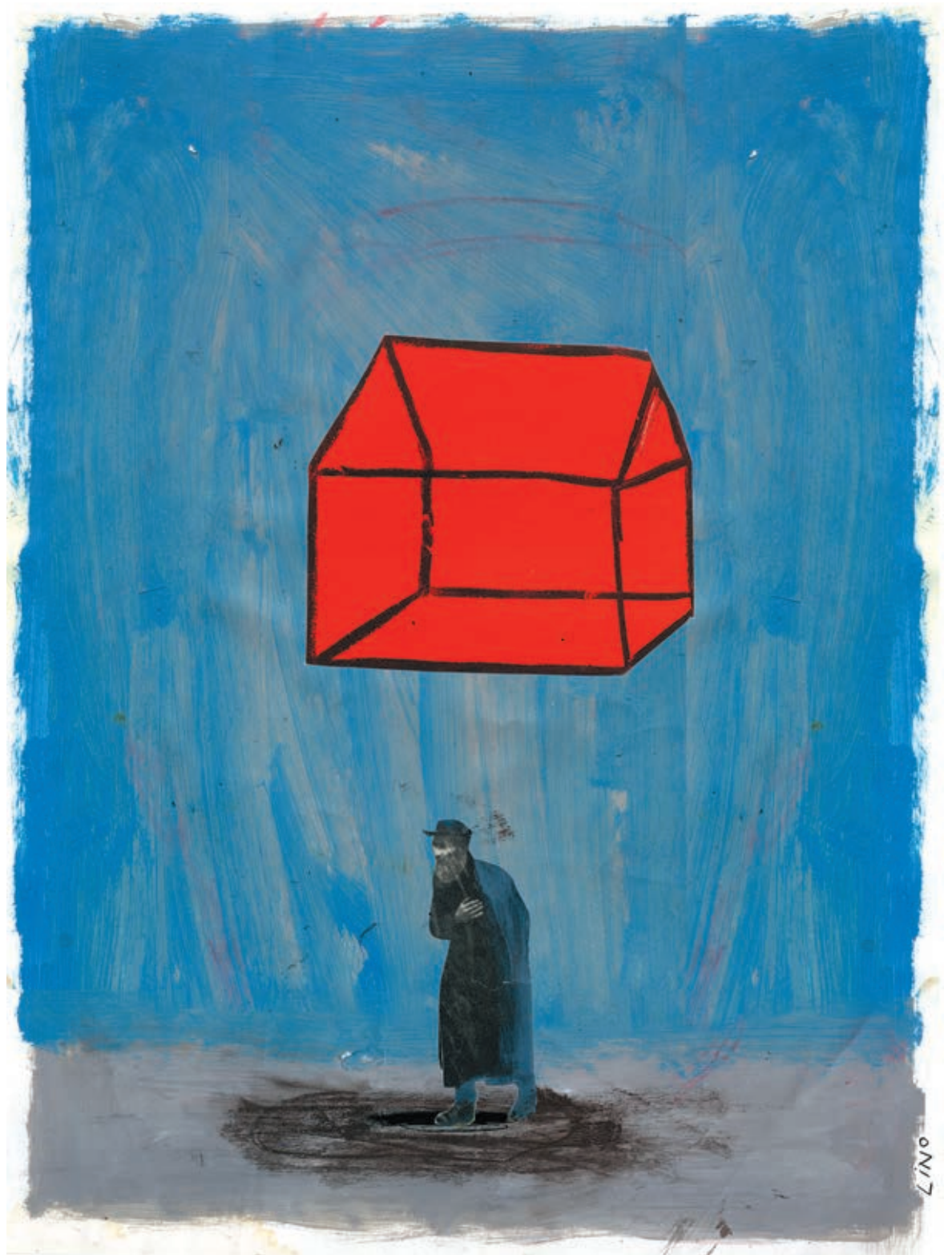
majorité souffre d'au moins une maladie chronique et de problèmes de santé mentale tels que l'anxiété et la dépression. À 50 ans, ils souffrent déjà des maladies du grand âge, de problèmes musculo-squelettiques graves, d'hypertension, d'incontinence, de pertes cognitives, etc.

Le refuge bien connu de la Maison du Père s'est adapté à cette nouvelle réalité. Il a aménagé des plages d'accueil qui permettent aux aînés de rentrer plus tôt et d'être un peu à l'écart des jeunes. Depuis plusieurs années, la Maison du Père gère une résidence pour personnes âgées issues de la rue, mais ce qui est nouveau, c'est l'aménagement de nouvelles places réservées pour ce service, à même les locaux du refuge. Ailleurs, là où l'on offre aussi à cette population du logement subventionné à long terme, on constate une augmentation similaire de la demande. Les plus âgés du groupe deviennent des assidus des refuges, puisque c'est la seule stratégie qui leur soit accessible pour passer le moins de temps possible dans la rue chaque jour, à défaut d'en sortir complètement. Peu bruyants et peu exigeants, ils peuvent passer inaperçus pendant de longues périodes et

Les auteurs sont professeurs à la TÉLUQ

1. H. Gauthier (dir.), *Vie des générations: aujourd'hui et demain* (vol. 2), Québec, Institut de la statistique du Québec, 2007.

2. J. Maisondieu, «La vieillesse est-elle synonyme d'exclusion?», *Gérontologie et société*, vol. 3, n° 102, 2002.



Lino, *Sans adresse fixe*, 2011, acrylique et collage sur papier

sans que l'on dépiste chez-eux des problèmes parfois déjà devenus graves. Ils vivent «sous le radar» des services sociaux et de santé, dont les conditions d'accès aux services réguliers sont inadaptées au mode de vie de l'itinérant âgé. Ralentis par les ans et soumis par nécessité à un quotidien scandé par des activités de survie, il n'est pas aisé pour eux de se rendre à des rendez-vous fixés de longue date, ni de respecter des horaires de prise de médicaments – qu'ils risquent souvent de se faire voler. Les intervenants communautaires ou des services de première ligne peuvent assez souvent repérer des personnes qui sont ainsi en danger. Il n'est toutefois pas facile pour autant d'obtenir pour elles les ressources et les soins adéquats. De plus, les habiletés et les aptitudes associées au fonctionnement «normal» d'une personne ne sont pas faciles à évaluer lorsque celle-ci est complètement immergée dans un univers hors normes.

### NOUVELLE COHORTE

Si la croissance du nombre de personnes âgées dans la population des sans-abri est certainement un phénomène inquiétant, le fait qu'elles forment une double cohorte l'est peut-être encore plus<sup>3</sup>: aux côtés des personnes vieillissantes qui sont encore à la rue après avoir connu des épisodes d'itinérance à répétition depuis leur prime jeunesse, de nouvelles personnes s'y retrouvent pour la première fois à près de 50 ans, ou même à un âge encore plus avancé. Plus démunies que les premières, elles seraient aussi plus nombreuses. Il s'agit en bonne partie de gens qui vivaient «sur un fil», dépendants d'un proche avec une source précaire de revenu ou une santé fragile. Ils se retrouvent en situation d'itinérance après une crise causée par la perte d'un emploi, le décès d'un proche, une rupture familiale, ou à cause d'une détérioration de leur santé physique ou mentale qui les a conduits à la perte ou à l'éviction de leur logement habituel.

Des intervenants nous ont aussi parlé de congés d'hôpitaux donnés sans préparation sociale convenable ou de convalescents qui, parce que sans adresse permanente, ont été conduits au refuge d'urgence. Déjà, deux de ces refuges à Montréal, la Old Brewery Mission et la Maison du Père, conçoivent des projets pilotes pour assumer plus adéquatement cette fonction, qu'ils prennent déjà en charge de facto. Ces ressources communautaires et d'autres reçoivent aussi des personnes rejetées par leur milieu à cause de comportements souvent causés par des problèmes co-

gnitifs ou de santé qui, mal interprétés, sont considérés comme des incivilités. N'ayant jamais vécu dans la rue auparavant, ces personnes ne connaissent souvent que le refuge auquel on les a référées. Elles sont des victimes toutes désignées d'agressions ou d'abus par des plus jeunes ou des plus aguerris. Elles deviennent craintives et se découragent. Elles s'isolent mais sans trop s'éloigner du refuge, devenu leur seul havre de sécurité. À peine sorties le matin, elles attendent l'heure où il leur sera permis d'y revenir faire la file.

La méconnaissance du vieillissement de la population itinérante peut s'expliquer par cette grande discrétion, mais sans doute aussi par des pratiques d'itinérance cachée. Ce peut être le «*couch surfing*» ou le fait d'être hébergé pour de courts séjours chez des amis ou des membres de la famille. Les femmes, en particulier, utilisent des ressources d'aide pour victimes de violence conjugale et, plus que les hommes, acceptent des conditions de cohabitation difficiles.

### PRÉCARITÉ FINANCIÈRE

Plusieurs intervenants nous ont rappelé que le revenu alloué par le régime d'aide sociale québécois à une personne seule et sans emploi était insuffisant pour permettre de payer un loyer décent non subventionné en même temps que de se nourrir et de se vêtir convenablement. Le supplément alloué aux plus de 55 ans peut aider, mais il se situe bien en deçà du nécessaire – le bénéficiaire passant ainsi d'un revenu mensuel de 604 \$ à 733 \$. Le régime de pension fédéral desserre l'étai de l'indigence, en permettant d'atteindre un peu moins de 1290 \$ par mois et d'être ainsi moins stigmatisé. Les nouvelles politiques de Québec et d'Ottawa annoncent cependant des temps difficiles pour les personnes démunies qui deviennent trop âgées pour convaincre d'éventuels employeurs de recourir à leurs compétences et sont encore trop jeunes pour bénéficier du soutien accordé aux personnes ayant atteint l'âge de la retraite pour tous.

Il faudra se pencher davantage sur les parcours de vie des itinérants âgés en vue d'en identifier les points tournants et d'imaginer les interventions sociales susceptibles de les prévenir ou de les infléchir positivement. Ce travail auprès des individus est à notre avis nécessaire, mais il ne saurait être pleinement efficace si, par ailleurs, nous ne le soutenons pas avec de meilleures politiques économiques et sociales, guidées par un souci réel des personnes vieillissantes. ●

Ces personnes vivent «sous le radar» des services sociaux et de santé, dont les conditions d'accès aux services réguliers sont inadaptées au mode de vie de l'itinérant âgé.

3. Voir M. Crane et A. M. Warnes, «Homelessness among older people and service responses», *Reviews in Clinical Gerontology*, vol. 20, n° 4, 2010.



# Le travail est-il un droit?

Évolutif et structurant, le droit au travail est un pilier de l'édifice des droits humains.

**LUCIE LAMARCHE**

L'auteure est professeure à la Faculté de droit et directrice de recherche au Centre d'enseignement et de recherche sur les droits de la personne à l'Université d'Ottawa

Depuis que la droite néoconservatrice et néolibérale s'est appropriée la notion de droit au travail, le concept fait sourciller les défenseurs des droits humains et de la justice sociale. En effet, certaines provinces canadiennes, dont la Saskatchewan, tentent d'importer au Canada la notion de « *right to work* », laquelle prévaut dans 24 États américains. Dans ces États, le prélèvement obligatoire de la cotisation syndicale est interdit, ce qui porte gravement atteinte au droit à la négociation collective et à la viabilité des syndicats.

## UNE RECONNAISSANCE JURIDIQUE

Toutefois, la droite n'a pas le monopole du débat. Et le fait que l'on tente aujourd'hui de démanteler le droit au travail prouve bien qu'il existe sur le plan juridique. Dans les discussions qui ont précédé l'adoption de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, la Commission des droits de l'homme des Nations unies avait bien affirmé que le droit au travail n'est pas qu'une aspiration philosophique. Lorsqu'on constate l'imposant appareillage juridique qui organise ce droit, on se doit de lui donner raison. La *Déclaration universelle des droits de l'homme* et les pactes des Nations unies reconnaissent le droit au travail, tout comme

d'autres traités internationaux et régionaux. Ce droit n'équivaut évidemment pas à la garantie d'obtenir un travail. Il s'agit plutôt d'un droit structurant la relation *de* travail et la relation *au* travail, lequel comporte une dimension individuelle et collective.

Sur le plan individuel, le droit au travail pose la nécessité que des législations protègent les conditions de travail et la sécurité physique, psychologique et économique du travailleur. Il nécessite aussi un encadrement juridique qui interdit le travail forcé et les formes d'exploitation les plus abusives, tout autant que la traite et le trafic de travailleurs. À titre d'exemple, l'article 46 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec garantit le droit de toute personne de travailler dans des conditions justes et raisonnables qui respectent sa santé, sa sécurité et son intégrité physique.

Sur le plan collectif, le droit au travail garantit celui des travailleurs de s'associer, de négocier et de faire la grève dans le but d'améliorer leurs conditions de travail. Il exige également que les politiques en matière d'emploi soient effectives et non discriminatoires.

Le droit au travail, comme les autres droits humains, se déploie en relation d'interdépendance avec ceux-ci. On le juge essentiel à la jouissance de toutes les libertés fondamentales et l'État a l'obligation de le protéger, de le promouvoir et de le mettre en œuvre. En constante évolution, il ne se limite pas au travail salarié et on revendique de ce fait aujourd'hui des lois inclusives

qui protègent tout autant le travailleur saisonnier agricole que la travailleuse domestique ou le migrant temporaire.

## TRAVAIL DÉCENT

En 1999, en adoptant l'Agenda du travail décent, l'Organisation internationale du travail précisait ce que le droit au travail signifie: un travail productif et convenablement rémunéré, une protection sociale appropriée, des conditions de sécurité sur les lieux de travail et la protection des libertés fondamentales du travail.

Certes, le droit au travail est aujourd'hui soumis aux intenses pressions d'une économie débridée et désordonnée. Dans ce contexte, les employeurs proposent d'en redessiner les contours, de « flexibiliser » les garanties de protection liées au travail, par exemple, ou encore de faire en sorte que la protection sociale et celle du revenu soient de la seule responsabilité du travailleur. En ces temps difficiles, rattacher le droit au travail au domaine des droits humains constitue donc un avantage. Car le droit au travail en appelle directement à l'égalité, à l'égalité de dignité et à la possibilité pour tous les travailleurs de librement choisir une activité rémunératrice dans des conditions décentes.

Certes, ceux et celles à qui ce droit reste dénié sont nombreux, hélas. Mais aussi imparfait et fragile soit-il, le droit au travail n'est pas pour autant illusoire. ●



En général, le droit au travail est vu comme essentiel et interrelié avec les autres droits humains. Il doit être encadré et permettre une vie digne. Toutefois, une telle conception ne néglige-t-elle pas de voir à quel point le système capitaliste structure ce droit qui, par conséquent, s'en trouve piégé? Nos auteures invitées en débattent.

## Le travail dont le capital a besoin, fait d'exploitation et de concurrence entre salariés, ne peut être revendiqué comme un droit.

**ROLANDE PINARD**

Dans le préambule de la Constitution française de 1946, il est écrit: «chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi». Le travail est ici entendu comme l'activité que tout un chacun *doit* accomplir pour gagner sa vie; l'emploi est quelque chose qui est octroyé – par les entreprises et par l'État, qui le favorisent. Selon les conventions internationales, l'État doit rendre le droit au travail effectif en mettant en place des programmes visant le plein emploi. Ce droit implique également l'accès à un travail décent, sur les plans du salaire, de la santé et de la sécurité, des heures de travail, etc. Il renvoie aux emplois offerts par les employeurs, plus ou moins réglementés selon les États, suivant les droits et protections obtenus par les luttes des travailleurs et des travailleuses.

### TRAVAIL ET EMPLOI

Il faut donc distinguer travail et emploi pour cerner le sens du droit au travail. Le travail est associé aux travailleurs, dont dépendent les employeurs; ces derniers offrent l'emploi, comme s'il s'agissait d'une faveur. Il y a une distinction fondamentale entre les deux. Historiquement, le travail – ou plutôt son arrêt, la grève – a été utilisé comme moyen de pression contre les patrons pour l'obtention de droits par les ouvriers. L'emploi renvoie plutôt aux décisions d'entreprises désireuses d'op-

timiser leur usage du travail, d'en réduire les coûts. Ainsi, en Amérique du Nord, l'emploi a été laissé à la discrétion des employeurs, qui peuvent en disposer à leur guise – le sécuriser, le réduire, le transformer, l'éliminer, le délocaliser, le précariser –, selon ce qu'ils estiment être le meilleur moyen d'arriver à leurs fins.

La dynamique actuelle des classes capitalistes, notamment entre capitalistes financiers et productifs, provoque la déréglementation de l'emploi là où l'État était intervenu sous la pression ouvrière. Ce phénomène révèle l'ambiguïté du droit au travail. Les pertes massives d'emplois, provoquées par leur délocalisation, les réorganisations d'entreprises et la mobilité du capital, mettent en concurrence les États chargés du respect du droit au travail. Les conditions et les droits liés à un travail décent se délitent pour un nombre croissant de salariés. Ainsi, le droit au travail, à travers diverses interventions étatiques, se confond de plus en plus avec le développement de l'employabilité des individus, le *workfare*, les législations pour le «*right to work*» à l'américaine ou encore la bien nommée «assurance-emploi» canadienne. Ce sont là des mesures qui visent toutes à assurer la mise à disposition d'employés pour les employeurs, aux conditions de ces derniers.

### RENFORCER LE CAPITALISME?

Le droit au travail implique l'acceptation du salariat, subordonné économiquement et juridiquement à la classe capitaliste qui l'a créé, c'est-à-

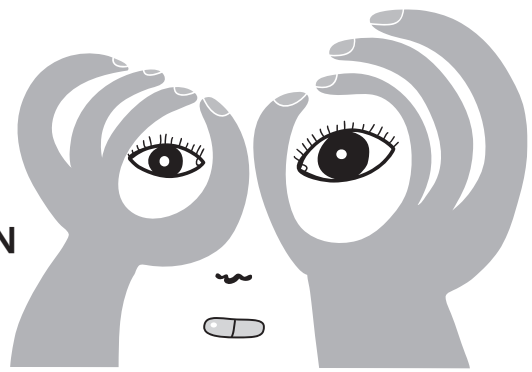
dire l'acceptation de l'assujettissement à un système économique fondé sur l'exploitation des êtres humains et la destruction de la planète. La globalisation actuelle de ce système lui permet d'étendre sa logique à des régions et à des populations du globe qui y échappaient jusqu'ici, d'y diffuser les conditions d'exploitation qui l'ont caractérisé dès ses débuts, au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle. Le travail dont le capital a besoin, qui sème la concurrence entre salariés à travers la planète, ne peut être revendiqué comme un droit. En Occident, nous avons eu tendance à l'oublier, voire à accepter ce système comme souhaitable, en vertu des quelques avancées sociales et des droits gagnés sur la base du salariat. Leur remise en cause actuelle nous rappelle que la lutte pour les droits des travailleurs et des travailleuses implique, aujourd'hui comme hier, ici comme ailleurs, celle contre le capitalisme. Or, lutter pour le droit au travail revient à lutter pour renforcer ce système, les capitalistes étant aussi dépendants du travail que les salariés. C'est en jouant de cette interdépendance que les ouvriers ont obtenu des droits et protections liés au travail, en retirant précisément leur force de travail dont dépend le capital (le droit de grève). Les droits des travailleurs s'opposent au travail qu'a créé le capital.

L'expression «droit au travail» reflète le fait que les droits, fruits des luttes, comportent deux versants opposés: l'un qui représente les intérêts des travailleurs – ce sont les droits *des* travailleurs et *des* travailleuses – l'autre, ceux des capitalistes – c'est le droit *au* travail entendu comme «droit» à l'emploi. ●

L'auteure est sociologue

# Soirées Relations

## LA SANTÉ MENTALE : AU-DELÀ D'UNE BIOLOGISATION RÉDUCTRICE



On considère souvent que la santé mentale est déterminée par des facteurs strictement biologiques ou qu'elle serait le simple résultat de parcours de vie individuels. Pourtant, l'influence des dynamiques sociales et des considérations existentielles sur la santé mentale est bien documentée. Il y a donc lieu de se demander : y a-t-il des causes sociétales au mal-être contemporain? Pourquoi la médicalisation en santé mentale est-elle une tendance dominante dans nos sociétés? Quel rôle jouent la spiritualité et la religion sur la santé mentale?

### À MONTRÉAL

**LE LUNDI 23 SEPTEMBRE  
DE 19 H À 21 H 30**

MAISON BELLARMIN  
25, RUE JARRY OUEST, MONTRÉAL  
(MÉTRO JARRY OU DE CASTELNAU)

**AVEC:**

**ELLEN CORIN**, psychanalyste et chercheuse émérite à l'hôpital Douglas;

**MARCELO OTERO**, sociologue, auteur de *L'Ombre portée. L'individualité à l'épreuve de la dépression* (Boréal, 2012);

**ROBERT THÉORAT**, responsable à l'action politique au Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec.

### À QUÉBEC

**LE MERCREDI 25 SEPTEMBRE  
DE 19 H À 21 H 30**

TAM TAM CAFÉ  
421, BOULEVARD LANGELIER, QUÉBEC

**AVEC:**

**ÉRIC GAGNON**, sociologue et chercheur au CSSS de la Vieille-Capitale;

**DORIS PROVENCHER**, directrice générale de l'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec;

**ANNIE TREMBLAY**, psychiatre à l'Hôtel-Dieu de Québec et professeure à la Faculté de médecine de l'Université Laval.

**Contribution suggérée : 5 \$**

**RENSEIGNEMENTS:** Agustí Nicolau : 514-387-2541, poste 241 ou [anicolau@cjf.qc.ca](mailto:anicolau@cjf.qc.ca) | [www.cjf.qc.ca](http://www.cjf.qc.ca)

Les Soirées Relations sont organisées par le Centre justice et foi.

# AVENIR

**50 propositions** pour le monde de demain.  
[inm.qc.ca](http://inm.qc.ca)

10 ANS  
**in**  
INSTITUT DU  
NOUVEAU MONDE



**DVD**

**HUGUETTE OLIGNY,  
LE GOÛT DE VIVRE**

RÉALISATION : PASCAL GÉLINAS  
PRODUCTIONS TRIANGLE, 2013, 52 MIN.

Huguette Oigny, grande dame de la télévision et de la scène théâtrale québécoises, est décédée le 9 mai dernier à l'âge de 91 ans. Pascal Gélinas (fils de Gratien Gélinas, dont Huguette Oigny a été la seconde épouse) venait tout juste de compléter et de lancer ce beau documentaire qui deviendra, dans les circonstances, le véritable testament spirituel de la comédienne. Sans être un retour exhaustif sur sa longue carrière ayant débuté en 1939 et marquée, entre autres, par ses rôles dans de nombreuses téléséries (*La Famille Plouffe*, *Rue des Pignons*, *Le Clan Beaulieu*, *Cormoran*, etc.), le réalisateur a plutôt voulu recueillir les réflexions et les confidences d'une femme arrivant à la fin de son parcours. Il en ressort un vibrant message de joie, d'espoir et de foi, livré tout juste avant la dernière tombée du rideau.

Dans une lettre à sa mère écrite alors qu'elle n'avait que 24 ans, Huguette Oigny affirmait : « Chaque matin en m'éveillant, je suis heureuse de sentir que j'existe et que la beauté du jour qui vient dépend de la beauté que je veux y mettre. » Toute la personnalité de cette femme d'exception semble résumée en ces quelques lignes. Malgré les coups durs et les épreuves de sa vie (sur lesquels elle reviendra pour la première fois publiquement dans ce documentaire), Huguette Oigny semble marquée depuis toujours par un profond « goût de vivre » qu'elle veut communiquer aux autres. C'est cer-

tainement ce qui a inspiré Pascal Gélinas, qui a cherché à saisir ici l'ultime message d'espoir d'une vieille dame n'ayant plus rien à perdre, de même que l'héritage d'une comédienne n'ayant plus d'image à défendre.

À travers les témoignages de Françoise Faucher, Marguerite Lescop, Gilles Pelletier, Gérard Poirier et Janine Sutto, entre autres, le réalisateur nous fait découvrir combien la joie de vivre d'Huguette Oigny a rayonné dans des liens d'amitié qui ont traversé le temps. Sachant ce temps bien compté, la comédienne dira : « C'est quand on arrive dans la vieillesse que l'on se rend compte que la vie est tellement courte, tellement belle... La vie! Quel cadeau! C'est incommensurable! Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux? »

La caméra de Pascal Gélinas nous montre ainsi une femme apaisée, vivant la fin de sa vie avec une sérénité exemplaire. « Je suis complètement heureuse. Je nage dans le bonheur. L'âge me convient parfaitement... je suis une vieille personne comblée », dira-t-elle d'ailleurs avec fougue et conviction.

En outre, ce documentaire intimiste lève le voile sur les croyances religieuses de la comédienne. En montrant un crucifix artistique qui l'accompagne depuis qu'elle a 15 ou 16 ans, elle dira : « Je suis devenue fermement croyante, et c'est un réconfort extraordinaire! » Comparant sa foi à un rocher solide et inaltérable sur lequel s'appuyer, elle confiera simplement : « Dieu me parle. Je ne suis jamais seule. Il est là constamment. On se parle. C'est mon ami. Le plus grand ami que j'ai... »

Parmi les nombreux dialogues qui parsèment ce film, un des plus succulents est certainement celui où

Huguette Oigny lance à Pascal Gélinas : « J'ai un pied dans l'éternité, là, moi... » Et son interlocuteur, de répondre à brûle-pourpoint : « Moi je dirais déjà les deux! C'est ça qui est beau » (laissant entendre par-là que « le grand passage » est déjà amorcé, pour elle, en toute sérénité). Un peu interloquée par la réponse, elle reprend sur un ton songeur : « Les deux... » Et puis, avec un sourire enjoué et les yeux pétillants, elle répète : « Eh! Les deux pieds dans l'éternité! »



Il y a là, comme enserré dans un écran, toute la richesse de ce documentaire qui nous donne accès à une partie de la vie intérieure d'une femme qui a su vieillir avec grâce, gardant son cœur d'enfant et un amour aussi joyeux que profond pour la vie. Un petit bijou qui nous rappelle combien les aînés de notre société peuvent être des puits de sagesse et de sérénité. Il n'y a, en effet, pas d'âge pour avoir « le goût de vivre »; même et surtout lorsque l'on a déjà « les deux pieds dans l'éternité ».

**MARCO VEILLEUX**



## VERS UNE MÉDECINE DE L'ÂME?

Guy Jobin, Jean-Marc Charron et Michel Nyabenda (dir.)

### **SPIRITUALITÉS ET BIOMÉDECINE: ENJEUX D'UNE INTÉGRATION**

Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, 181 p.

Dirigé par Guy Jobin, Jean-Marc Charron et Michel Nyabenda, respectivement issus de la Faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université Laval, du Centre d'étude des religions de l'Université de Montréal et du Centre de formation et de recherches cliniques en soins spirituels du CHUM, ce livre ambitieux fait suite à deux colloques ayant eu lieu, en 2010,

sur la place de la spiritualité et de la religion dans les institutions du champ de la santé. Comme l'indique le titre, l'ouvrage cherche à réfléchir de manière large et critique sur les «enjeux d'une intégration» de la spiritualité à la biomédecine. Il aborde en trois temps les aspects épistémologiques, organisationnels et cliniques de l'«hippocratisme de la spiritualité», que

les chercheurs définissent comme le phénomène d'imbrication croissante des questions du sens et de la métaphysique dans le paradigme biomédical.

La majorité des articles nous renseignent sur les organisations, la réalité empirique et les enjeux pratiques et légaux liés aux soins spirituels offerts dans le milieu de la santé, surtout dans les contextes de fin de vie. Cet ancrage dans la mécanique même de cette intégration fournit au lecteur des données récentes et pertinentes, dans un langage accessible. Ce débroussaillage plus que nécessaire est bien effectué grâce aux articles sur l'Association des intervenants et intervenantes en soins spirituels du Québec (Danièle Bourque), celui sur les orientations du ministère

de la Santé et des Services sociaux en matière d'animation spirituelle (Jean-Marc Charron), celui sur l'interaction entre les milieux hospitalier et de la pastorale (Martine Tremblay) et, enfin, celui sur les dynamiques entre spiritualité et religion dans les CSSS du Saguenay-Lac-St-Jean (Jacques Cherblanc). Ces chapitres nous permettent de suivre les changements rapides dans les rapports qu'entretiennent les Québécois à la spiritualité et devant lesquels les institutions tentent tant bien que mal de suivre le rythme, dans un contexte de pluralisme ethnoculturel croissant.

Quelques contributions (Guy Jobin, Maxime Allard) parviennent avec brio à esquisser une géographie des écueils possibles présents dans la rencontre entre les univers de sens parfois distendus (et conflictuels) de la spiritualité et de la biomédecine. Par contre, force est de constater que la distance analytique nécessaire à des postures dites «critiques» n'est l'apanage que de trop peu de contributions, et le lecteur reste sur sa faim à cet égard. Néanmoins, il est intéressant de noter que l'article de Pierre R. Gagnon *et al.*, qui propose l'utilisation de questionnaires psychologiques dans l'intervention auprès des mourants en soins palliatifs, incarne, par son contenu même, nombre des critiques que Guy Jobin adresse à la biomédicalisation et à la rationalisation de la spiritualité. Plutôt que d'y voir une contradiction, il faut saluer cette diversité des points de vue au sein d'un même ouvrage.

Parallèlement, les articles de Didier Caenepeel et de Mélanie Bisson, même s'ils nous fournissent de précieux concepts et des sources pertinentes, pèchent parfois par excès d'impressionnisme et par manque de rigueur. Malgré de nombreuses zones d'obscurité conceptuelle dans plusieurs textes et un travail d'édition qui aurait dû être poussé plus loin, cet ouvrage deviendra rapidement un jalon incontournable pour quiconque cherche un portrait

récent des différentes conceptions de la spiritualité présentes dans les institutions du champ de la santé. Elles oscillent entre la tendance populaire à faire communiquer spiritualité et études basées sur des données issues de la recherche biomédicale, le courant psychanalytique qui n'a pas dit son dernier mot, en passant par des réflexions théologiques en pleine renaissance.

**JULIEN SIMARD**

## LES PROSTITUEURS: CLIENTS INCONNUS

Victor Malarek

### **LES PROSTITUEURS: SEXE À VENDRE... LES HOMMES QUI ACHÈTENT DU SEXE**

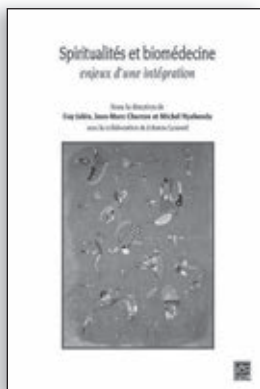
Montréal, M éditeur, 2013, 248 p.

Un des grands absents des débats sur la prostitution est le «client». En effet, s'il est souvent question des personnes prostituées, des proxénètes ou de l'industrie du sexe, peu d'ouvrages traitent des consommateurs, de ceux qui créent la demande.

En 2003, Victor Malarek publiait *The Natashas*, une enquête sur la traite humaine à des fins sexuelles dans les pays de l'Europe de l'Est. Aussi, n'est-il pas étonnant que ce journaliste d'enquête canadien décide de s'intéresser à ceux qui achètent les actes sexuels: les prostitueurs. Après tout, ils sont les principaux responsables de l'exploitation sexuelle de millions de femmes et d'enfants à travers le monde, y compris au Canada.

L'auteur a interviewé plusieurs femmes prostituées et des clients, mais le corpus analysé est surtout constitué des commentaires recueillis sur les forums en ligne où les clients s'échangent des conseils. Victor Malarek ne fait pas que rapporter leurs propos: il les examine pour révéler les motivations de ces hommes.

Leur langage est cru et leurs propos sont souvent violents envers les fem-





mes occidentales – trop émancipées –, mais aussi envers les prostituées. Les clichés sont nombreux: la sexualité masculine est un besoin, il est donc naturel d'acheter du sexe; les femmes prostituées sont des femmes «qui aiment le sexe»; elles ne font que tirer profit d'un «talent»; je suis gros, c'est la seule façon pour moi d'avoir du sexe avec une belle femme...

À travers ces échanges, on trouve une description de l'industrie du sexe: les lieux, les actes achetés, le tourisme sexuel, etc. Il est inquiétant de constater que ces prostitueurs se posent peu de questions sur cette industrie. La violence, la pauvreté ou les réseaux criminels les préoccupent peu. Pour eux, il s'agit d'un commerce comme un autre. Comme le mentionne Victor Malarek, «approcher la sexualité ainsi leur évite de se questionner et de réfléchir sur leur comportement, à leur rapport avec les femmes». À la lecture, on se prend à s'inquiéter de ces clients, mais aussi des hommes en général, sachant qu'un sur dix fréquente les différents lieux de la prostitution.

Les derniers chapitres proposent quelques pistes de solution. À l'instar de plusieurs ONG et groupes de femmes dénonçant la banalisation de la prostitution, Victor Malarek considère qu'elle constitue une violence et une atteinte aux droits fondamentaux. Il s'oppose à la légalisation de la prostitution. Pour lui, il ne fait aucun doute qu'il faut interdire l'achat d'actes sexuels comme l'ont fait la Suède, la Norvège et l'Islande. L'auteur encourage la pénalisation des clients. Il préconise la mise en place de «*John schools*», ces formations imposées aux clients reconnus coupables d'avoir acheté des actes sexuels.

Finalement, l'auteur plaide pour une prise de conscience des effets de la

demande et en faveur d'un véritable débat sur la prostitution. Il faut questionner le rôle des clients qui achètent des actes sexuels sans se soucier des conséquences pour les femmes et les enfants prostitués ni pour la société. Il plaide aussi pour la justice envers les femmes prostituées et invite à moins de complaisance concernant la violence des prostitueurs. Voilà donc un livre qui arrive à point, alors que la Cour suprême du Canada rendra cette année une décision sur la légalité des articles du Code criminel portant sur la prostitution.

**LOUISE DIONNE**

## UNE ÉGALITÉ À ATTEINDRE

Denise Veillette (dir.)

**LES RÉPONDANTES DIOCÉSAINES À LA CONDITION DES FEMMES: 25 ANS D'HISTOIRE 1981-2006. TOME V: DES QUESTIONS DE FEMMES QUI INTERPELLENT**

Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 1110 p.

À l'occasion du rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada (rapport Bird), en 1970, des chrétiennes présentaient aux évêques canadiens leurs recommandations sur la place des femmes dans l'Église. Elles initiaient ainsi un important dialogue, échelonné sur 13 ans, entre les femmes et les évêques. C'est dans le sillage de ce dialogue que l'Assemblée des évêques du Québec prenait, en 1981, la décision innovatrice de nommer, dans chaque diocèse, une personne responsable du dossier de la condition des femmes.

En 2006, après 25 ans d'existence, les répondantes diocésaines à la condition des femmes ont souhaité témoigner de cette expérience unique dans l'Église catholique. Elles voulaient rendre compte de la manière dont leur réseau avait tissé des liens de solidarité entre l'Église, les chrétiennes

et la cause des femmes, mais aussi comment il contribuait à la dénonciation du patriarcat de l'intérieur même de l'Église, à partir du vécu des femmes engagées.

Elles ont confié l'entreprise à Denise Veillette, professeure retraitée de l'Université Laval, sociologue et spécialiste en études féministes de la religion. Le projet d'un livre est progressivement devenu celui d'un ouvrage de 4000 pages, divisé en cinq tomes regroupant 205 textes rédigés par plus de 160 auteurs, principalement des femmes. Pour des raisons logistiques, c'est le cinquième tome qui est paru le premier. La publication des autres volumes est annoncée pour la prochaine année.

Ce cinquième tome rassemble de façon remarquable tous les textes qui ont été produits au fil des expériences des répondantes dans différents diocèses au Québec. Il propose aussi des réflexions inédites plus substantielles sur les expériences de partenariats en Église, sur l'accès des femmes aux ministères ordonnés ou sur les quêtes d'égalité dans les autres Églises et religions. Si l'organisation des textes –souvent disparates– dans les différentes sections du volume n'est pas toujours claire, la valeur de cet ouvrage pour la mémoire collective demeure indéniable.

Le réseau des répondantes diocésaines survit encore aujourd'hui, même si le nombre des répondantes diminue et que le temps qu'elles peuvent consacrer au dossier de la condition des femmes est de plus en plus marginal, certaines choisissant même d'assumer bénévolement une partie importante du travail pour que cette cause ne soit pas reléguée aux oubliettes. Le contexte ecclésial des dernières années révèle aussi des résistances fortes aux propositions et innovations dont le réseau est issu ou qu'il a permis de faire émerger. ▶





Les trois dernières sections du livre parlent des réalisations et des rêves pour une Église reconnaissant pleinement la place et l'apport des femmes. On y retrouve aussi plusieurs textes d'actrices de cette histoire évoquant la lassitude, les blessures encore vives, les impasses et, pour certaines, leur retrait d'une structure qui s'enlise dans le statu quo clérical et patriarcal par son refus d'accueillir la vie, la passion et l'expression différente de la foi des femmes.

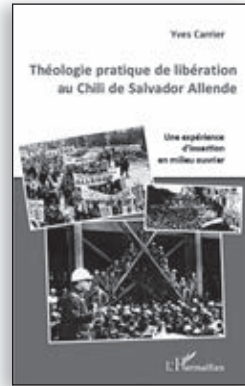
On termine cette lecture en s'interrogeant sur ce qui pourrait être fait de plus pour mettre fin à cette inégalité persistante, alors que tout semble avoir été tenté. Depuis 2000, le recours à la désobéissance civile séduit mais, comme le dit si bien Denise Veillette, « ces menaces semblent davantage des manifestations d'indignation, d'impatience et d'exaspération que de véritables projets de rébellion ». Pourtant, la foi dont nous nous revendiquons est un chemin de libération qui éveille à la pleine dignité. Il n'y a pas beaucoup d'autres voies possibles que celle de l'audace de faire Église autrement, ici et maintenant.

**ÉLISABETH GARANT**

## **THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION : UNE EXPÉRIENCE CHILIENNE**

Yves Carrier  
**THÉOLOGIE PRATIQUE DE LIBÉRATION AU CHILI DE SALVADOR ALLENDE**  
 Paris, L'Harmattan, 2013, 539 p.

Le théologien Yves Carrier fait œuvre d'historien depuis déjà quelque temps en présentant l'histoire des mouvements progressistes et radicaux de l'Église catholique en Amérique latine. Il est l'auteur de deux études sur l'archevêque salvadorien Oscar Romero, martyr de la foi, et d'un livre sur Gérard Cambon, prêtre du diocèse de Sher-



brooke, missionnaire au Brésil et promoteur de la théologie de la libération. Son nouveau livre poursuit dans cette voie en se penchant cette fois sur Calama, une équipe de prêtres ouvriers au Chili dont faisait partie le prêtre québécois Guy Boulanger, missionnaire oblat. Le livre témoigne de cette aventure pastorale.

Cet ouvrage de plus de 500 pages comporte quatre parties qui peuvent se lire indépendamment l'une de l'autre. La première partie présente une brève histoire politique du Chili afin de situer l'arrivée du régime socialiste d'Allende. La deuxième introduit à la théologie politique allemande ainsi qu'à la théologie de la libération latino-américaine en vue de comprendre le courant libérateur dans l'Église catholique. La troisième, la plus importante, a pour sujet la création et l'œuvre pastorale de l'équipe Calama, notamment les séminaires créés pour la formation de ses membres. Les sources d'information de cette partie reposent sur des entretiens que l'auteur a réalisés avec le père Guy Boulanger et sur les procès-verbaux de ces séminaires que ce dernier a rapportés avec lui quand il a dû fuir le Chili, en 1973, après le coup d'État qui a renversé Salvador Allende. Enfin, la dernière partie traite de la survivance précaire du projet Calama sous la dictature de Pinochet.

L'initiateur de Calama, Jan Caminada, un prêtre original et intrépide d'origine hollandaise, reste à peu près inconnu dans le monde francophone. Carrier comble cette lacune en présentant en particulier sa correspondance avec les théologiens Johann Baptist Metz et Karl Rahner – qui ont été ses professeurs durant sa formation uni-

versitaire en Allemagne – portant sur le projet pastoral de Calama.

L'objectif de Calama était de politiser les ouvriers à la lumière de l'Évangile, de les aider à analyser les forces qui les exploitaient et les opprimaient, et de leur montrer qu'une économie socialiste est plus proche des valeurs catholiques que le capitalisme. Dans les séminaires, les prêtres discutaient de la situation politique et de la stratégie que devrait adopter le mouvement ouvrier. La formation de l'équipe incluait aussi des conseils psychologiques, pour aider les prêtres engagés dans ce projet pastoral à garder leur paix intérieure, et, surtout, des conseils spirituels aidant les prêtres actifs du matin au soir à rester enracinés en Dieu. Jan Caminada voulait que ce projet pastoral innovateur et audacieux reste pleinement ancré dans la tradition catholique. Il affirmait avec force que cette œuvre pastorale politisée était bénie et légitimée par la grande théologie qu'il avait apprise à l'université.

Le souci théologique de l'équipe Calama est partagé par d'importants théologiens de la libération comme Gustavo Gutiérrez et Leonardo Boff, ce qui n'a pas semblé être le cas du groupe Chrétiens pour le socialisme, fondé à la même époque au Chili. Quand j'ai étudié les textes de ces derniers, il y a bien des années, j'ai constaté que ce groupe préférait exprimer davantage son projet social et politique dans un discours « scientifique », suivant le marxisme althusserien venant de France, sans aucun effort pour articuler la dimension humaine et spirituelle de son engagement. Je suis content qu'Yves Carrier, travaillant avec Guy Boulanger, ait sauvé de l'oubli l'œuvre originale de cette expérience pastorale inédite qui aurait pu bouleverser la société latino-américaine si la hiérarchie ecclésiastique l'avait appuyée!

**GREGORY BAUM**



ET  
SI ON  
AVANÇAIT

**LE PROGRÈS SOCIAL DÉPEND DE NOUS.**

[facebook.com/LaCSN](https://facebook.com/LaCSN) | [twitter.com/LaCSN](https://twitter.com/LaCSN)



**CSN**  
[csn.qc.ca](https://csn.qc.ca)

# SOUTENEZ

le Centre justice et foi et la revue *Relations*



**CLAIRE  
PELLETIER**

*soleil ardent*

## **Spectacle-bénéfice** de la chanteuse Claire Pelletier

**Le mercredi 30 octobre 2013 à 20h**  
À la salle du Gesù  
1200, rue de Bleury, Montréal

**Billets VIP à 100\$**  
(cocktail en présence de Claire Pelletier  
et reçu pour fins d'impôt de 60\$)

**Billets réguliers à 40\$**  
(frais de services en sus)

RENSEIGNEMENTS  
ET ACHAT DE BILLETS

CJF 514.387.2541, poste 234  
spectacle@cjf.qc.ca ou www.cjf.qc.ca

Gesù 514.861.4036  
www.gesu.net

Réseau Admission



**Au plaisir de vous y voir. Votre appui nous est précieux!**